

LUTTE DE CLASSE

Union communiste internationaliste (trotskyste)

**Macron réélu,
Le Pen renforcée,
les travailleurs devront
se battre et s'organiser**



© TDG.CH



© TDG.CH

© LA GAZETTE ARIÉGOISE

- **La guerre en Ukraine**
- **Martinique, Guadeloupe : la question du statut**
- **L'extrême gauche et la présidentielle**
- **Correspondance NPA-LO**
- **Les souvenirs d'August Bebel**
- **La situation aux États-Unis**

Au sommaire de ce numéro

Macron réélu, Le Pen renforcée, les travailleurs devront se battre et s'organiser	1
Ukraine: une guerre russo-américaine et un tournant	5
Martinique, Guadeloupe: la question du statut	11
L'extrême gauche au miroir de l'élection présidentielle	15
Une correspondance entre le NPA et LO	24
Les Souvenirs d'August Bebel	26
La situation aux États-Unis en 2022	28

La liste des librairies vendant *Lutte de classe* est disponible sur notre site www.lutte-ouvriere.org

Abonnements pour un an (8 numéros)

Plis ouverts

- France, DOM-TOM 18 €
- DOM-TOM, par avion 20 €
- Monde 25 €

Plis fermés

- France, DOM-TOM 40 €
- DOM-TOM, par avion 45 €
- Monde (lettre prioritaire) 45 €

Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement à :

Lutte ouvrière — CCP Paris 26 274 60 R 020

IBAN FR28 2004 1000 0126 2746 0R02 087 — BIC PSSTFRPPPAR

Qui sommes-nous ?

La revue mensuelle *Lutte de classe* est éditée par l'Union communiste (trotskyste), plus connue sous le nom de son hebdomadaire, *Lutte ouvrière*.

Lutte ouvrière est une organisation communiste, révolutionnaire et internationaliste. Elle est membre de l'UCI (Union communiste internationaliste), qui regroupe dans plusieurs pays des organisations partageant les mêmes idées et les mêmes objectifs.

L'Union communiste internationaliste est un courant qui se revendique de la filiation d'idées incarnées successivement par Marx et Engels, Rosa Luxemburg, Lénine et Trotsky. Elle considère que l'organisation capitaliste représente le passé de la société humaine, pas son avenir, et que la société capitaliste basée sur la propriété privée, le marché, la concurrence et le profit devra être remplacée, à l'échelle de la planète, par une société basée sur la propriété collective des ressources de la terre et des instruments de production, ainsi que sur une économie démocratiquement planifiée assurant à

chacun de ses membres un accès égal à tous les biens matériels et culturels.

Elle se revendique de la révolution russe de 1917, qu'elle considère comme la première et jusqu'à présent unique révolution où le prolétariat a pris durablement le pouvoir étatique pour tenter de transformer la société dans un sens collectiviste, avant d'être écarté du pouvoir politique par la dictature d'une bureaucratie usurpatrice.

Les organisations qui se revendiquent de l'UCI considèrent que les idées communistes doivent être réintroduites dans la classe ouvrière qui, seule, peut en faire une force de transformation sociale.

Tout en participant aux luttes quotidiennes des travailleurs dans la mesure de leurs possibilités, les militants des organisations de l'UCI défendent parmi ceux-ci les intérêts politiques généraux de la classe ouvrière. Ils sont convaincus que les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fra-



Correspondance

Lutte ouvrière BP 20029 —
93501 PANTIN CEDEX

Sur Internet

Portail de Lutte ouvrière
<http://www.lutte-ouvriere.org>
Site multilingue de l'Union
communiste internationaliste
<http://www.union-communiste.org>
E-mail:
contact@union-communiste.org

ternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt au maintien de l'actuelle société. Ils sont aussi les seuls, par leur nombre et leur concentration, à avoir les moyens de contrôler le pouvoir politique issu de leur intervention.

Ils considèrent que les travailleurs constituent à l'échelle du monde une seule et même classe sociale et que leur présence à toutes les étapes de la production et de la distribution des biens produits leur permet de contrôler démocratiquement tous les rouages de l'économie, afin qu'elle fonctionne pour satisfaire les besoins de tous.

La revue *Lutte de classe* est l'expression collective, en langue française, de l'UCI. Chacune des organisations qui s'en revendiquent a, par ailleurs, ses propres publications sous la forme d'une presse politique, ainsi que, pour la plupart d'entre elles, d'une presse ouvrière sous la forme de bulletins d'entreprise réguliers.



Macron réélu, Le Pen renforcée, les travailleurs devront se battre et s'organiser

Le deuxième tour de l'élection présidentielle a reconduit Macron à l'Élysée. Le souhait largement exprimé de la bourgeoisie et des porte-parole de ses institutions tant nationales qu'euro-péennes a donc été exaucé.

Pour la bourgeoisie, peu importe dans l'immédiat que l'électorat de Macron, même bénéficiant de l'apport de voix de tous les partis de gauche qui ont appelé à voter pour lui, ait diminué de 1,9 million en voix entre le deuxième tour de 2017 et celui de 2022, passant de 20,7 millions à 18,8 millions d'électeurs.

En revanche, Le Pen, en passant de 10,6 millions de voix au second tour de 2017 à 13,3 millions en 2022, en a gagné 2,7 millions.

Par ailleurs, si le total des abstentions et des votes blancs et nuls n'a augmenté que de 500 000 voix, de 16,2 millions à 16,7 millions, il n'en reste pas moins à un niveau très élevé, signe du désintérêt, de la désaffection, voire du dégoût de l'électorat populaire à l'égard du jeu électoral et, au-delà, de la démocratie parlementaire bourgeoise dont les élections sont un des principaux éléments.

Cette désaffection croissante d'une partie de l'électorat populaire à l'égard des élections préoccupe principalement la caste politique de la bourgeoisie dont le gagne-pain consiste à servir les intérêts de cette dernière dans les différentes institutions

électives. Il n'y a pas de quoi inquiéter la bourgeoisie tant que les affaires continuent et que les profits rentrent. Après tout, c'est une forme de retour au suffrage censitaire de sa jeunesse.

Là où l'évolution en cours a de quoi l'inquiéter, c'est que la désaffection à l'égard de la caste politique qui fait tourner le parlementarisme bourgeois et les illusions qu'il entretient auprès des classes opprimées se conjugue aujourd'hui avec la crise économique et son aggravation. Il y a là la menace de mouvements sociaux, faisant que les classes sociales atteintes par la crise ne se contentent pas de s'exprimer uniquement sur le terrain électoral, mais le fassent surtout en dehors.

Dans son histoire moderne, la bourgeoisie a eu deux types d'attitudes politiques face à cette menace : endormir la classe ouvrière avec les illusions réformistes de la démocratie parlementaire bourgeoise, ou toutes les variantes de régime autoritaire, jusques et y compris la plus violente, le fascisme. Bertolt Brecht est l'auteur d'une formule lapidaire qui contient une part de vérité : « *Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie,*

mais son évolution par temps de crise. » Ce que Trotsky a exprimé de façon moins lapidaire mais plus politique : « *Le fascisme est la continuation du capitalisme, une tentative pour perpétuer son existence à l'aide de méthodes bestiales et monstrueuses.* »

LES CALCULS DE MÉLENCHON

Les partis réformistes traditionnels, le PS comme le PC, à force de tromper et trahir, sont aujourd'hui déconsidérés et pratiquement hors d'usage. Mais il y a des candidats à la relève, en premier lieu Mélenchon.

Ce n'est pas la peine de perdre son temps à deviner s'il a la moindre chance déjà de regrouper autour de lui, de forger une union à partir des ambitions contradictoires des différents partis qu'il a sollicités, du PS jusqu'au NPA, et, surtout, d'obtenir aux législatives une majorité parlementaire.

Disons, pour utiliser un euphémisme, qu'il a très peu de chances. Mais là n'est pas l'essentiel. Mélenchon n'a rien d'autre à proposer à l'électorat ouvrier qu'un duo de cohabita-



UL CGT LYON/78

Les travailleurs de Tessi, à Lyon, en grève pour la première fois, le 13 avril. Après quatre jours, ils ont obtenu 6,5 % d'augmentation.

tion, avec Macron en président de la République et lui-même en Premier ministre! Avec la collaboration du PC. «*Le troisième tour en vue, la gauche n'a pas dit son dernier mot*», renchérit *L'Humanité* (22, 23 et 24 avril). Quelle perspective enthousiasmante!

L'illusion sera sans doute assez forte pour prendre dans ce magma d'ex-staliniens, des syndicalistes, etc., afin d'exercer une pression sur nos militants.

Cela rappelle la cohabitation Chirac/Jospin, en pire, car le contexte est pire. Une fois de plus, les travailleurs étaient sortis de cette période de coha-

bitation trompés, trahis. Accessoirement, Jospin l'avait payé en étant écarté du deuxième tour de la présidentielle de 2002, en laissant la place pour la première fois au candidat d'extrême droite Jean-Marie Le Pen. Il avait ainsi apporté sa pierre au renforcement continu de l'électorat d'extrême droite.

Même l'illusionniste Mitterrand, ex-ministre centriste de la IV^e République, devenu icône du Parti socialiste par un raid sur celui-ci puis président de la République par la grâce du PCF, avait des promesses plus nombreuses et plus alléchantes dans sa besace en acceptant de signer

le Programme commun. On sait ce qu'il en est advenu

Pour ce qui est des négociations en cours entre les partis de gauche, les grandes phrases sur le programme ne dissimulent même pas les sordides marchandages sur les circonscriptions, surtout celles susceptibles d'être gardées ou gagnées.

Pour couper court à toutes les spéculations, Lutte ouvrière annonce sa décision de se présenter dans toutes les circonscriptions de métropole, à La Réunion, et Combat ouvrier se présentera en Guadeloupe et en Martinique, pour défendre une politique communiste révolutionnaire.



HALEY/SIPA

Jospin, cinq ans Premier ministre de Chirac de 1997 à 2002.

LA MENACE DE L'EXTRÊME DROITE

L'autre méthode politique de la bourgeoisie face aux menaces de mouvements sociaux provoqués par la crise est de compléter les illusions par la matraque, c'est-à-dire un régime de plus en plus autoritaire. Macron lui-même, en cédant sous la pression de l'extrême droite, voire en laissant agir des groupes fascistes prospérant à l'ombre de Le Pen et Zemmour, peut en être l'instrument.



Une du 6 mai 2021 de *Valeurs actuelles*, après la publication de la tribune des généraux le 21 avril.

L'extrême droite est présente au plus haut niveau de l'appareil d'État, notamment dans l'armée. Si ceux qui sont dans l'active ne s'expriment pas en public, un certain nombre d'officiers supérieurs à la retraite l'ont fait l'année dernière dans *Valeurs actuelles*. Pour le moment, tout cet ensemble d'individus ne se manifeste pas en dehors de la légalité. Y en aura-t-il à l'avenir pour franchir le Rubicon ?

La bourgeoisie n'en a pas besoin pour le moment. Elle a clairement exprimé son opinion en faveur de Macron. Mais, sans s'opposer à la légalité, l'extrême droite de la police et de l'armée peut la contourner. Quels sont

les liens entre les ex-généraux et la bourgeoisie ? Ils sont étroits.

Nous avons dit et répété pendant la campagne que Macron ne sera pas, ne pourra pas être un rempart contre la montée de l'extrême droite. C'est lui qui subira la pression, pas l'inverse.

Et, surtout, il ne pourra pas, il ne voudra pas s'opposer à cette fraction de l'extrême droite assez déterminée pour passer à la violence, pour cette raison fondamentale que le noyau susceptible d'encadrer cette fraction se trouve dans l'appareil d'État. La bourgeoisie ne lui permettra pas – et il ne se permettra pas – de toucher à l'État dans son noyau répressif.

Comme nous l'avons répété pendant la campagne : Le Pen élue, elle aurait fait du Macron, et Macron fera du Le Pen.

Bien sûr, dans la progression de l'électorat de Le Pen, il n'y a pas que ceux qui militent pour les idées de cette extrême droite. Il y a nombre de travailleurs qui sont tellement dégoûtés de Macron, qui éprouvent une telle haine de classe, qu'ils ont cru utile de se saisir du seul instrument que leur a laissé le deuxième tour pour l'exprimer. C'était, volontairement ou par inconscience, se tirer une balle dans le pied.

Le fait que, dans plusieurs départements d'outre-mer, Marine Le Pen soit arrivée largement en tête au deuxième tour, alors qu'au premier c'était Mélenchon, est significatif. Les mêmes travailleurs qui ont voté pour Le Pen au deuxième tour n'ont pas nécessairement perdu pour autant leur combativité.

Il s'agit cependant d'un grave recul de la conscience de classe, aux conséquences dramatiques pour les travailleurs eux-mêmes. En votant pour Le Pen, ils ont cautionné toutes les idées réactionnaires, nauséabondes, qu'elle représente, y compris des idées qui les divisent en fonction de leur nationalité, de la couleur de leur peau, de leur statut légal, etc. Mais ce qui est plus grave encore pour l'avenir est que la frange fascisante du Rassemblement national, qui en est le noyau, ne peut que se sentir encouragée par le résultat électoral de Marine Le Pen.

Nous constatons déjà que dans certains cas des travailleurs, qui n'osaient pas dire publiquement qu'ils votaient Le Pen, en deviennent des militants.

Pour n'être qu'un geste électoral, le vote massif en faveur de Le Pen ne peut qu'encourager le noyau dur de cet électorat qui hait la classe ouvrière et les partis ou les syndicats qui prétendent la représenter, comme il hait la démocratie parlemen-

taire. C'est un encouragement à passer à la violence physique.

* * *

Alors, il est indispensable, il est vital que tous ceux qui se sentent du camp des travailleurs œuvrent pour que naisse un parti ouvrier capable de proposer à la classe ouvrière la seule politique qui lui permettra de faire face à cette menace.

Ce parti ne peut être que communiste et révolutionnaire, c'est-à-dire avoir pour objectif de renverser le pouvoir de la bourgeoisie.

Un tel parti ne pourra vrai-

ment se développer qu'avec la montée de la combativité de la classe ouvrière. Mais il ne naîtra pas des luttes en elles-mêmes. Cela exige une conscience communiste révolutionnaire et la détermination de s'y accrocher, même dans les périodes de recul comme la nôtre où un homme comme Mélenchon passe pour être d'extrême gauche.

Aussi difficile, voire utopique que paraisse la tâche dans cette période de recul, il faut s'y accrocher car la classe ouvrière relèvera la tête tôt ou tard. Non pas par la grâce d'une agitation ou d'une propagande ré-

volutionnaire, mais parce que la bourgeoisie ne lui en laissera pas le choix.

C'est dans des périodes de remontée ouvrière que les illusions réformistes, l'électorisme, etc., se révèlent catastrophiques pour la classe ouvrière.

Mais c'est dans les périodes de recul que se mesure et se constate la fidélité aux idées révolutionnaires. C'est dans ces périodes de recul que, pour reprendre une expression de Lénine, « on reconnaît ses vrais amis ».

29 avril 2022



La tribune du meeting du Zénith, le 3 avril, pendant l'Internationale.



Ukraine: une guerre russo-américaine et un tournant

La guerre en Ukraine, que Poutine voulait une guerre éclair en misant sur l'effondrement de l'armée et de l'État ukrainiens, entre dans son troisième mois. La forte résistance ukrainienne, armée et financée par les États-Unis, et dans une moindre mesure par leurs alliés européens, a contraint Poutine à changer ses objectifs. Cette guerre, avec son lot d'épisodes de barbarie et d'horreurs en tout genre, est en passe de rejoindre la longue liste des conflits apparemment sans fin qui ensanglantent des régions entières du globe. Parce qu'elle met directement aux prises, par Ukraine interposée, les États-Unis et la Russie, cette «puissance pauvre» où Poutine a restauré avec brutalité un pouvoir autoritaire que la décomposition de l'Union soviétique avait mis à mal, cette guerre apparaît de plus en plus comme ce qui pourrait devenir une étape vers une guerre généralisée.

UNE FORTE RÉSISTANCE UKRAINIENNE ET L'ACTIVATION D'UN SENTIMENT NATIONAL

Avec sa vision d'ancien colonel du KGB, puis de dirigeant de la FSB, la police politique et les services secrets de la Russie post-soviétique, Poutine a visiblement cru à son propre discours télévisé du 22 février dernier. Après un long retour sur les conditions de la naissance puis de la disparition de l'Union soviétique, il y affirmait: «*Aucun État stable n'a été établi en Ukraine.*» Le chef du Kremlin s'est persuadé que la population ukrainienne, en particulier sa majorité russophone, allait accueillir ses chars et ses soldats comme des libérateurs, du fait des liens multiples qui l'unissent à la Russie depuis des générations et parce qu'elle subit depuis trente ans «*la pauvreté, le désespoir, la perte du potentiel industriel et technologique*», «*l'effondrement de l'éco-*

nomie ukrainienne» ou encore «*la corruption qui imprègne et corrode l'État ukrainien dans toutes les branches du pouvoir*». Non seulement il n'en a rien été, mais l'invasion russe a provoqué une réaction inverse: elle a renforcé un sentiment national ukrainien, et même l'a suscité là où il n'existait guère. En tout cas, elle a permis au gouvernement de Volodymyr Zelensky, passé pratiquement du jour au lendemain de représentant corrompu des oligarques ukrainiens au statut de héros de la résistance à l'envahisseur, de se targuer d'avoir tous les Ukrainiens avec lui, même si la réalité est sans doute différente, et pas seulement au sein des nombreuses minorités nationales que compte le pays. Toujours est-il que l'armée et les milices ukrainiennes, abondamment équipées et encadrées par l'Occident, ont trouvé ce qui leur avait manqué durant les huit années de guerre dans le Donbass: un certain soutien parmi la population. Ces forces

ukrainiennes, qui avaient de ce fait un avantage sur celles du Kremlin, à défaut d'avoir la supériorité numérique et la même puissance militaire, ont tenu tête à celles de Poutine au point d'obliger ce dernier à retirer ses armées du nord du pays et à lever le siège de la capitale, pour se concentrer sur le sud-est du pays, sinon sur le seul Donbass.

Bien sûr, le gouvernement ukrainien a décrété la loi martiale et interdit à tout homme entre 18 et 60 ans de quitter le pays. Loin du regard des journalistes relayant la propagande de Zelensky, certains ont sans doute cherché à éviter l'incorporation dans les milices territoriales souvent encadrées par des ultranationalistes. Dans les premiers jours de la guerre, on a pu entendre des habitants de l'Est russophone qui fuyaient les zones de combat en disant: «*Je n'ai pas peur des Russes, mais des fusils et des bombes.*» De fait, beaucoup d'Ukrainiens ont des proches vivant en Russie, et forcément aussi parmi les fonc-

tionnaires civils ou militaires russes. Deux mois après le début de l'offensive, des habitants du Donbass dénoncent encore les bombardements ukrainiens qui détruisent leurs maisons autant que les tirs russes.

Mais l'invasion décidée par Poutine, sa brutalité, les destructions d'immeubles d'habitation, d'hôpitaux ou de théâtres, les sièges meurtriers de grandes villes comme Marioupol ou Kharkiv (Kharkov, pour sa population quasi exclusivement russophone) et les actes de barbarie contre des civils désarmés ont creusé un fossé sanglant entre Russes et Ukrainiens. De ce point de vue, Poutine est le meilleur agent du nationalisme ukrainien. L'une des conséquences de son invasion militaire de l'Ukraine sera d'y avoir accru de façon durable le poids politique des dirigeants et des forces les plus réactionnaires, des officiers de l'armée et des chefs d'extrême droite de milices, comme le bataillon Azov, promu héros de la

défense de Marioupol. Quand la guerre se terminera, en plus de son coût humain, des morts, des estropiés, des exilés, en plus de ses conséquences économiques, avec toutes les destructions d'usines, d'immeubles, d'infrastructures en tout genre, les travailleurs ukrainiens auront à affronter le poids politique d'un pouvoir d'État renforcé par la guerre, ainsi que de l'extrême droite nationaliste et raciste, que la guerre aura en quelque sorte légitimée, et, chapeautant le tout, la tutelle de l'impérialisme américain qui exigera de la population laborieuse un retour sur investissement pour les dizaines de milliards de dollars dépensés.

LA BRUTALITÉ D'UNE ARMÉE D'OCCUPATION

Le massacre de Boutcha, dans la région de Kiev, avec ces centaines de civils exécutés par la soldatesque russe, comme les témoignages de viols

et d'enlèvements dans les zones occupées par les troupes du Kremlin ont été abondamment relayés par les médias occidentaux, infiniment plus discrets sur les exactions commises par les milices ukrainiennes contre de supposés espions ou traîtres. La mise en lumière de ces massacres a aidé les gouvernements occidentaux à conforter leur posture de prétendus démocrates combattant le dictateur Poutine et à justifier de nouvelles sanctions contre la Russie.

Poutine est incontestablement un « boucher », et depuis bien avant que Biden prétende le découvrir. De Grozny en Tchétchénie à Alep en Syrie, et tout récemment en intervenant contre les travailleurs au Kazakhstan, l'ex-agent du KGB Poutine a largement montré son mépris de la vie humaine, y compris celle des citoyens russes, notamment quand il s'agissait d'imposer coûte que coûte sa politique. L'armée de Poutine est l'héritière de celle



Soldats ukrainiens à Boutcha après le retrait des troupes russes.

de l'Union soviétique finissante, sous Brejnev puis Gorbatchev, une armée que gangrènent la corruption, une certaine gabegie, la pratique des sévices imposés aux conscrits... Lors de l'occupation de l'Afghanistan, entre 1979 et 1989, elle n'eut rien à envier à toutes les armées coloniales du monde : tortures et massacres de civils dans les villages sous prétexte de débusquer les rebelles ; cercueils de zinc rapatriant sans fin les corps des soldats sacrifiés dans une opération de pacification, une « guerre sans nom » ; vies brisées, blessures, traumatismes, invalidité, alcoolisme, addiction aux drogues et dépression pour les survivants qui ne s'en sont jamais remis.

Dans la guerre en Ukraine, les familles des marins disparus du croiseur Moskva ou celles des conscrits russes morts au combat ne sont ni mieux informées ni mieux considérées que ne l'avaient été celles des soldats disparus dans des embuscades ou des accidents en Afghanistan. Les atrocités commises contre les civils ukrainiens sont celles d'une armée occupant et assiégeant des zones habitées, se heurtant à l'hostilité d'une population que Poutine prétendait « libérer des nazis », arrêtée par une résistance plus forte que prévu et enrageant de devoir se replier.

Mais il faut une sacrée dose de cynisme aux dirigeants occidentaux pour se poser en colombes de la paix et réclamer la comparution de Poutine devant un tribunal international. Et pas seulement parce que les États-Unis, par exemple, refusent de reconnaître des tribunaux internationaux qui pourraient juger leurs militaires. Du Vietnam à l'Irak, de la Syrie à l'Afghanistan, toutes les guerres américaines se sont accompagnées de massacres de civils et d'atrocités. Pour sa part, l'armée française n'est pas en reste. Les huit années de la guerre

d'Algérie, que les gouvernants d'alors qualifiaient – comme Poutine aujourd'hui – non pas de guerre mais d'opération de police, ont connu bien plus de représailles meurtrières contre des villages algériens, de viols, d'actes de torture, d'exécutions sommaires, de regroupements forcés dans des camps, de bombardements au napalm que de batailles rangées entre militaires. Au Rwanda, en 1994, l'armée française a soutenu jusqu'au bout les génocidaires hutus. Plus récemment, au Mali, elle a tué des civils et maltraité des villageois au point de devoir, haïe par la population, quitter le pays.

De la fin de la Deuxième Guerre mondiale à la chute de l'Union soviétique, donc entre 1945 et 1991, le maintien de la domination des puissances impérialistes sur le monde, c'est-à-dire la répression des soulèvements anticoloniaux, la gestion des guerres locales engendrées par la misère, les rivalités pour l'accès aux matières premières, s'est traduit par une série de guerres toutes plus atroces les unes que les autres, et de fait par des guerres en permanence. Pendant des décennies, l'impérialisme a assis sa domination sur le monde en étroite complicité avec les chefs des bureaucrates au pouvoir à Moscou. Malgré toutes les tensions de la guerre froide, malgré les postures publiques des uns et des autres, les dirigeants occidentaux et leurs homologues staliniens avaient scrupuleusement respecté l'accord scellé en 1945 à Yalta, entre Roosevelt, Churchill, Staline et les puissances que chacun représentait, pour se partager les zones sur lesquelles chacune exercerait son contrôle et où elle maintiendrait l'ordre, c'est-à-dire empêcherait les opprimés de se révolter. C'était un accord entre brigands, à la fois concurrents et liés par des intérêts communs.

DIRIGEANTS IMPÉRIALISTES ET BUREAUCRATES RUSSES : DES BRIGANDS ENCHAÎNÉS LES UNS AUX AUTRES

Par de multiples aspects, Poutine est un lointain héritier de Staline, le chef de la bureaucratie soviétique, dont il admire les méthodes à poigne et le nationalisme grand-russien. Staline a piétiné le droit des opprimés des nationalités qui peuplaient l'ancien Empire tsariste à choisir leur destin. Cela alors qu'au contraire, lors de la révolution d'octobre 1917 puis durant la guerre civile, Lénine et les bolcheviks avaient défendu les droits des nationalités opprimées, en faisant appel à la conscience de classe et à la mobilisation des exploités pour les souder en un combat commun contre les diverses classes privilégiées, de diverses nationalités, soutenues par les puissances impérialistes. Staline a bien vite remplacé la libre union établie en 1922 entre les peuples de l'ancienne Russie par une dictature centralisée de plus en plus personnelle contre tout le monde et par une russification forcée de fait des cultures nationales minoritaires. Il a déporté des peuples entiers et a utilisé les minorités nationales ainsi que les régions ou fractions de territoire où elles vivaient comme une monnaie d'échange dans ses tractations avec les États impérialistes.

Cela fit écrire à Trotsky en avril 1939, dans *La Question ukrainienne*, après le pacte germano-soviétique et le partage de la Pologne, qui concernait des millions d'Ukrainiens : « *Il ne subsiste rien de la confiance et de la sympathie d'antan des masses d'Ukraine occidentale pour le Kremlin. Depuis la toute récente "épuration" sanglante en Ukraine, personne, à l'Ouest, ne désire plus devenir partie intégrante de la satrapie du Kremlin qui continue à porter le nom d'Ukraine soviétique. Les*



De gauche à droite : Churchill, Roosevelt et Staline, le 9 février 1945, à la conférence de Yalta, au sud de la Crimée.

masses ouvrières et paysannes d'Ukraine occidentale, de Bukovine, d'Ukraine subcarpatique, sont en pleine confusion. Où se tourner ? Que revendiquer ? Et tout naturellement, du fait de cette situation, la direction glisse aux mains des plus réactionnaires des cliques ukrainiennes qui expriment leur "nationalisme" en cherchant à vendre le peuple ukrainien à l'un ou l'autre des impérialismes en échange d'une promesse d'indépendance fictive.»

Ces lignes semblent n'avoir pas pris une ride en plus de quatre-vingts ans. À l'époque, Trotsky ne s'alignait ni devant Staline, ni devant les nationalistes ukrainiens, ni devant « l'un ou l'autre des impérialismes ». Il ne proposait ni la livraison d'armes aux nationalistes ukrainiens ni une résolution de l'ancêtre de l'ONU, la Société des nations ! Il proposait une politique aux militants communistes révolutionnaires de l'époque, qu'ils militent en Ukraine, en Union soviétique, dans un pays voisin ou dans les États impérialistes. Il proposait une politique pour « les masses ouvrières et paysannes d'Ukraine », pas pour les Ukrai-

niens en général. Ce qu'il résuma dans la formule « *Pour une Ukraine soviétique, ouvrière et paysanne unie, libre et indépendante !* » Il donnait ainsi comme perspective celle d'une révolution en Ukraine, dirigée par les exploités, libres et indépendants des bourgeois nationalistes, des puissances impérialistes et de la bureaucratie stalinienne. Une telle révolution, qui aurait sans doute été un exemple contagieux dans cette mosaïque de peuples qu'était et est encore l'Europe centrale, ne pouvait vaincre que dans le cadre d'une révolution européenne. C'était un programme et une politique pour des « marxistes révolutionnaires ukrainiens » que Trotsky exhortait à « *se hâter [car] il ne reste que peu de temps* ».

Hélas, il n'y eut pas alors d'organisations, de partis marxistes révolutionnaires pour s'emparer de ce programme et proposer à la classe ouvrière de combattre sous ce drapeau. Lorsque la Deuxième Guerre mondiale s'acheva, les gouvernants du monde entier, terrorisés à l'idée qu'elle accouche, comme la Première, d'une vague de révolutions qui menace de renverser le capitalisme, firent

tout pour l'empêcher. Malgré l'antagonisme profond de leurs systèmes économiques, les dirigeants impérialistes anglo-saxons et Staline, le chef des bureaucrates, scellèrent donc une alliance contre les peuples et la classe ouvrière. Après avoir noyé sous les bombes des dizaines de grandes villes d'Europe, sous couvert de la libérer du nazisme, ils se partagèrent le continent pour assurer, chacun dans sa zone, un rôle de gendarme. En 1945 à Yalta, en Crimée, Roosevelt et Churchill, ces « grands démocrates chefs du monde libre et défenseurs des droits des peuples », entérinèrent l'intégration à l'Union soviétique de l'Ukraine occidentale, en plus d'une tranche de la Pologne et des trois pays Baltes, cela bien sûr sans qu'aucun de ces peuples ait son mot à dire. Staline assurait la police dans l'est de l'Europe, et les puissances impérialistes, États-Unis en tête, dans l'ouest du continent et le reste du monde. C'est ce repartage sur le dos des peuples que les dirigeants occidentaux fêtent tous les 8 mai, et les héritiers de Staline le 9 mai, date butoir que Poutine a fixée à son état-major pour conquérir l'ensemble du Donbass.

Cet accord a régenté le monde, dans le sang, pendant presque cinquante ans. L'effondrement de l'URSS fin 1991 et l'immense affaiblissement de l'État russe qui en a résulté ont changé la donne. Cela a aiguisé l'appétit des dirigeants occidentaux pour les richesses naturelles et le marché de l'ex-URSS. Depuis, les États-Unis n'ont cessé d'y avancer leurs pions, au désespoir de Poutine et des bureaucrates qu'il représente.

UNE GUERRE DE PLUS EN PLUS AMÉRICAINNE

La guerre qui ravage l'Ukraine, que les classes populaires ukrainiennes et russes paient au prix fort, n'est donc



Biden et Poutine à Genève le 16 juin 2021 : rivaux mais complices.

pas seulement une agression du dictateur du Kremlin contre un voisin plus petit. Elle est le dernier épisode en date de trois décennies de pressions incessantes des États-Unis et de leurs alliés de l'Otan sur la Russie, pour réduire sa zone d'influence en faisant basculer dans la leur le maximum de territoires issus de l'URSS. À ce titre, l'offensive en cours déclenchée par Poutine s'inscrit dans une stratégie défensive de la Russie face à la poussée de l'impérialisme.

Mais, comme Roosevelt et Staline en leur temps, Biden et Poutine se comportent en bandits à la fois rivaux et complices. Malgré la campagne politico-médiatique du monde occidental qui présente Poutine comme un dictateur sanguinaire, les dirigeants impérialistes, s'ils cherchent effectivement à affaiblir la Russie, ne cherchent pas à se passer de celui qui la dirige. Ils ont besoin de son régime à poigne, qui assume un rôle irremplaçable de gardien de l'ordre mondial et de la stabilité sociale sur une portion de la planète, y compris au-delà des frontières de la Fédération de Russie. Ainsi, ils n'ont rien trouvé à redire quand, en janvier dernier, Poutine a envoyé ses parachutistes pour aider le dictateur du Kazakhstan à mater une révolte ouvrière. Il est significatif que, lorsque le président des États-Unis, venu à la fin mars passer en revue les troupes américaines stationnées en Pologne, a déclaré : « Cet

homme ne peut pas rester au pouvoir », son entourage l'a immédiatement recadré, affirmant que le départ de Poutine n'était pas leur objectif. Mais en même temps, bien sûr, ils veulent un État russe suffisamment faible pour qu'il ne puisse pas entraver les affaires de leurs capitalistes ni contrer les manœuvres de leurs diplomates et services secrets dans cette même région. Le secrétaire d'État à la Défense, Lloyd Austin, l'a explicité le 24 avril, depuis Kiev : « *Nous voulons maintenant voir la Russie affaiblie à un point tel qu'elle ne puisse pas recommencer des choses comme envahir l'Ukraine.* »

Jusqu'à quel point les dirigeants américains veulent-ils affaiblir la Russie ? Que sont-ils prêts à concéder à Poutine, y compris sur le dos de l'Ukraine, qui fournit la chair à canon tandis que l'Amérique fournit les armes ? Le Kremlin a envahi l'Ukraine avec un objectif affiché : obtenir sa neutralité et la garantie que l'Otan n'y installera aucune base. Après avoir échoué à faire tomber Kiev et le gouvernement Zelensky, quel compromis Poutine est-il prêt à accepter ? La réponse à ces questions dépendra du rapport de force sur le terrain, de la réussite ou de l'échec de la nouvelle offensive russe centrée sur le Donbass. Pour les dirigeants américains, affaiblir la Russie, cela signifie prolonger la guerre en renouvelant les stocks de munitions et en augmentant en-

core les livraisons d'armes. Les États-Unis livrent désormais des chars, de l'artillerie lourde et des hélicoptères de combat pour un montant qui a atteint, depuis le 24 février, 3,7 milliards de dollars. Selon une responsable du Pentagone, Evelyn Farkas, l'Ukraine aurait désormais plus de chars en état de marche que l'armée russe. Pour elle, « *les Russes sont affaiblis, il leur faut du temps et des conscrits pour se remettre, il est donc primordial de les frapper maintenant* ». Propagande ou prétention, certains dirigeants américains viennent à imaginer une victoire ukrainienne et le retrait des troupes russes du Donbass.

Depuis deux mois, les dirigeants américains répètent qu'ils ne sont pas en guerre contre la Russie, mais leur Congrès a voté une enveloppe d'aide militaire à l'Ukraine supérieure au budget annuel de la Défense de ce pays. Outre des armes et des instructeurs, ils fournissent à l'armée ukrainienne renseignements et appui logistique. Tous ceux, y compris à l'extrême gauche, qui réclamaient des armes pour l'Ukraine ont donc été entendus au-delà de leurs espérances... par les chefs du Pentagone eux-mêmes !

MAINTENIR UNE PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE ET INTERNATIONALISTE

Nul ne connaît l'issue de la guerre en cours. Même si les dirigeants américains ne veulent pas d'une guerre frontale, qui se transformerait de fait en troisième guerre mondiale, même s'ils n'ont aucune envie de renverser Poutine, l'euphorie engendrée par le retrait des armées russes du nord du pays et des environs de Kiev, ainsi que l'intensification de leur soutien militaire à l'Ukraine, peuvent déclencher un engrenage qu'ils ne maîtriseront pas.



Livraison de missiles américains Javelin à Kiev en février 2022.



Austin, ministre de la Défense des États-Unis, et Blinken, secrétaire d'État, se sont entretenus avec Zelensky à Kiev, le 25 avril 2022.

Même si la guerre en Ukraine cesse assez vite et ne devient pas une nouvelle guerre sans fin, elle a déjà ouvert, pour de multiples raisons, économiques, militaires, politiques, une nouvelle période, dramatique et incertaine, pour toute l'humanité.

Les peuples ukrainien et russe, qui sont bien sûr en première ligne, ne seront pas les seuls à payer le prix de ce conflit engendré par l'impérialisme. Aux destructions qui ravagent l'Ukraine, aux morts qui frappent le peuple ukrainien, mais aussi des familles russes, aux pénuries, au chômage croissant et aux sacrifices que subissent déjà les classes

populaires en Russie, s'ajoutent le spectre de la famine pour des dizaines de millions de femmes et d'hommes des pays pauvres, dont la vie, au sens premier du mot, dépend du prix du blé que les spéculateurs font flamber. Les sanctions prises contre la Russie, les départs d'entreprises occidentales, la fermeture plus ou moins définitive du marché russe, les menaces sur l'approvisionnement en gaz de nombreux pays européens, dont l'Allemagne, première puissance industrielle du continent, se traduiront par une intensification des rivalités entre groupes capitalistes, avec derrière eux leurs États, pour se partager les

marchés et les profits. Ces rivalités, dans une économie déjà en crise, viennent déjà intensifier la guerre sociale que les capitalistes mènent contre les travailleurs.

Le doublement des budgets militaires annoncé par plusieurs pays européens, signifie autant de milliards qui manqueront cruellement pour les hôpitaux, les écoles, les transports publics, etc. La guerre en Ukraine est déjà utilisée à grande échelle par de nombreux pays pour embriquer la population derrière le nationalisme ou, une variante, « la défense des valeurs démocratiques », pour militariser les esprits, pour justifier le retour du service militaire. Nationalisme, militarisme, avec comme corollaire le renforcement de l'emprise sur toute la société d'une extrême droite qui en fait son drapeau et son programme de mise aux pas des exploités, cette menace ne concerne pas que l'Ukraine, mais les travailleurs dans tous les pays.

Face à ces menaces guerrières, en 2022 comme en 1939, il n'y a qu'une seule voie, étroite, pour éviter une catastrophe annoncée. Il faut maintenir une perspective politique : celle du renversement du capitalisme par la seule classe qui en a la force collective, sans en avoir aujourd'hui la conscience, la classe des exploités, la classe des travailleurs, de celles et ceux qui font tourner toute la société. Face aux nationalistes et aux souverainistes de toutes les variantes, il faut maintenir le drapeau de l'internationalisme, le drapeau rouge du mouvement ouvrier, celui de la révolution socialiste mondiale. Cette perspective est ténue, car portée par trop peu de femmes et d'hommes. Mais c'est la seule qui peut permettre à l'humanité de profiter enfin des immenses possibilités qu'elle est capable de mettre en œuvre.

28 avril 2022



Martinique, Guadeloupe : la question du statut

À la fin du mois de novembre 2021, une révolte sociale a éclaté dans les possessions françaises des Antilles, en Martinique et en Guadeloupe. L'une des principales revendications était la réintégration de centaines de soignants suspendus, privés de salaire, parce qu'ils ne voulaient pas se faire vacciner contre le Covid-19 comme l'imposait la loi du 5 août 2021. À cela s'ajoutaient des protestations contre la vie chère, le chômage de masse et la misère croissante.



Les gendarmes contre un barrage pendant la révolte sociale, à Sainte-Marie, sur la route de Capesterre-Belle-Eau en Guadeloupe, le 18 novembre 2021.

La première réponse du gouvernement français fut l'envoi de forces de gendarmerie supplémentaires et des forces spéciales du GIGN et du Raid.

La deuxième réponse survint par la voix du ministre des Outre-mer, M. Lecornu, venu sur place, qui se dit prêt à discuter de l'autonomie. Sa déclaration tombait comme un cheveu sur la soupe. Personne ne lui avait rien demandé à ce propos.

Cette question n'était absolument pas à l'ordre du jour ni

discutée au sein même du mouvement social.

Cette déclaration signifiait en fait : « Si vous n'êtes pas contents des lois françaises, alors prenez votre autonomie et faites vos lois. » De tels propos méprisants reviennent souvent dans la bouche des hauts fonctionnaires de l'État français.

Les dirigeants nationalistes de la Corse ont sauté sur l'occasion pour rappeler au gouvernement leur revendication d'autonomie. Plusieurs mois plus tard,

après l'assassinat d'Yvan Colonna, l'indépendantiste corse jugé coupable de l'assassinat du préfet Érignac, et les manifestations consécutives en Corse, ces leaders autonomistes ont remis le sujet sur le tapis. Le gouvernement a alors promis, par la voix du ministre de l'Intérieur, Darmanin, dépêché en Corse, d'entamer des discussions sur l'autonomie.

Dans la foulée, le 26 mars dernier, les élus de la collectivité territoriale de Guyane ont pro-

fité de l'occasion pour voter une délibération réclamant « l'autonomie à la carte dans la République française » et ce, à l'unanimité. Et voilà donc réapparue la question du changement de statut et de l'autonomie en Martinique et en Guadeloupe.

UN RAPPEL HISTORIQUE

Le premier changement de statut administratif de la Guadeloupe et de la Martinique eut lieu en mars 1946, lorsque ces deux îles des Antilles françaises, de colonies, devinrent départements. Ce fut le cas aussi en Guyane et à La Réunion.

Pendant longtemps, l'État français s'opposa à toute forme de changement statutaire, de crainte que ses anciennes colonies évoluent vers l'indépendance et échappent à sa domination. D'autant que, dans le contexte de guerre froide entre l'impérialisme et l'URSS, toute

zone d'influence impérialiste était précieuse à garder. Quand des pays échappèrent à un impérialisme, ce fut à l'issue de longues et sanglantes guerres coloniales qu'ils gagnèrent, comme au Vietnam et en Algérie.

À partir des années 1980, l'État français admit la possibilité de timides évolutions du statut des Antilles françaises. Il institua le principe d'évolution à la carte de ses dernières colonies, de la Nouvelle-Calédonie à ses possessions antillaises. Ce petit changement de ton survenait dans le contexte de révoltes populaires et anticolonialistes des Kanaks, en Nouvelle-Calédonie, et d'une montée de l'activisme des indépendantistes en Guadeloupe et en Martinique, avec les attentats à la bombe.

En Guadeloupe, pour l'instant, rien n'a été changé. Ce territoire reste régi par une assemblée départementale et une assemblée régionale. Tout

comme dans l'Hexagone. À ceci près que les régions françaises sont composées de plusieurs départements, alors que la Guadeloupe est une région monodépartementale.

Les îles de Saint-Martin et de Saint-Barthélemy, autrefois rattachées à la Guadeloupe, ont changé de statut en 2007. Saint-Martin devint en janvier 2012 une COM, collectivité d'outre-mer, et Saint-Barthélemy une COM, puis un PTOM, pays et territoire d'outre-mer.

La Martinique et la Guyane sont sorties du statut juridique de départements pour devenir collectivités territoriales uniques, avec une seule assemblée qui remplaçait le conseil régional et le conseil général (nom que portait alors l'assemblée départementale). Ainsi naquirent la CTM, collectivité territoriale de Martinique, et la collectivité territoriale de Guyane (CTG), en 2015.





Manifestation de soignants devant l'Agence régionale de santé, le 15 novembre 2021, à Fort-de-France, en Martinique.

Chacun de ces statuts comprend des dispositions particulières, en termes de relations avec l'État français et l'Union européenne, dans le mille-feuilles législatif et réglementaire relatif aux outre-mer. Ce bricolage politico-administratif excluait cependant le plein statut d'autonomie avec pouvoir législatif.

À chaque fois, des référendums préparés par les officines ministérielles en liaison avec les élus et notables locaux ont précédé ces changements de statut. Dans les faits, très peu de choses ont changé pour les populations dans ces territoires. Mais, pour les différents gouvernements français, qu'ils soient de droite ou de gauche, il fallait donner à la population l'illusion du changement par l'intermédiaire de ses élus locaux.

Replâtrés administrativement, ces territoires demeurent gangrenés par le chômage, la misère, les profondes inégalités entre une classe possédante, un milieu aisé et les classes

populaires pauvres. Pour ces dernières, rien n'a changé en mieux.

Pour le moment, en Martinique, après avoir obtenu une seule collectivité, les notables partisans de l'autonomie et de l'indépendance se contentent du peu de pouvoir local qu'ils ont reçu. Le Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), qui a dirigé la première CTM avec Alfred Marie-Jeanne, prône un moratoire sur le changement de statut. Le parti qui lui a succédé à la tête de la CTM en 2021, avec Serge Letchimy comme président, est le Parti progressiste martiniquais (PPM), fondé par Aimé Césaire (1913-2008). Mais le PPM, depuis longtemps, ne milite plus vraiment pour l'autonomie, bien que celle-ci fasse partie de son programme.

Les partis et élus locaux liés aux républicains des Sarkozy-Pécresse-Ciotti et Cie et leurs représentants locaux sont pour le moment hostiles à l'autonomie. Ceux de la gauche locale,

liés au PS et à Macron, penchent en Guadeloupe pour la solution martiniquaise d'une seule assemblée, avec de nouvelles variantes. Les Partis communistes de Guadeloupe et de Martinique prônent toujours une large autonomie ou un « pouvoir local ».

LA QUESTION INSTITUTIONNELLE SUR FOND DE LUTTES SOCIALES

Les ex-colonies françaises de Guadeloupe et de Martinique ont depuis toujours connu périodiquement des luttes ouvrières et populaires importantes, des grèves fréquentes et fortes. Pour ne revenir qu'aux treize dernières années, la Martinique et la Guadeloupe ainsi que la Guyane ont connu, chacune, grèves générales, manifestations et blocages de protestation. La grève générale de 2009 en Martinique et en Guadeloupe contre la *pwofitasyon*, c'est-à-

dire l'oppression des travailleurs et les séquelles coloniales, fut la plus importante.

Les organisations politiques nationalistes tentent d'utiliser le climat de contestation créé par les luttes sociales périodiques pour remettre régulièrement en avant la question du changement de statut et de l'autonomie, voire de l'indépendance. Ils dirigent en Guadeloupe et en Guyane les syndicats les plus importants (UGTG, UTG). En Martinique, s'ils ne dirigent pas le plus important, la CGTM, ils sont très actifs dans d'autres (CSTM, UGTM notamment).

Mais les nationalistes n'ont jamais pu créer un réel rapport de force avec l'État français sur l'autonomie ou l'indépendance. L'une des raisons, et sans doute la plus importante, est que, si le sentiment d'oppression sociale et raciale de la population à majorité noire et indienne est fort – le grand patronat étant majoritairement blanc –, on ne peut parler pour le moment de réel sentiment national au sein de la population.

Ce sont surtout les luttes des travailleurs et l'expression du mécontentement des couches pauvres de la population qui s'expriment. Les différents gouvernements français tentent de les contenir. Ils sortent alors de leur chapeau la fausse solution du changement de statut, voire de l'autonomie.

LEUR MORALE ET LA NÔTRE

Quelques jours avant le deuxième tour de l'élection prési-

dentielle, Emmanuel Macron a déclaré au quotidien *France Antilles* : « *Je suis ouvert aux adaptations institutionnelles []. Par ailleurs il faut avoir en tête que la question du financement sera la clé. Je suis très attaché au principe du "qui décide, paie; qui paie décide".* »

De tels propos sont bien ceux d'un dirigeant politique de la bourgeoisie. Car, pour ces dirigeants politiques là, que les travailleurs paient en enrichissant la classe bourgeoise et l'État par les profits immenses qui sont réalisés sur leur dos, leur sueur, leur vie, cela ne compte pas, c'est normal. Les travailleurs de Martinique et de Guadeloupe, comme tous ceux de l'Hexagone, paient en travail harassant, en bas salaires, en privations de toutes sortes. Ils paient de leur vie, comme ce camarade mort d'épuisement le 21 avril dernier sur la plantation d'une riche famille béké, Bois-Debout, à Capesterre-Belle-Eau. Il était le dixième travailleur en 25 ans à mourir sur cette plantation. Cette mort même était tout un symbole. Il est mort avec un lourd régime de banane sur les épaules. Oui, les travailleurs paient assez cher pour être les décideurs de leur propre sort. Et on mesure tout le mépris de classe d'un Macron avec ses propos sur le « qui paie décide ».

La richesse de l'État français et de sa classe dominante provient de l'exploitation sans bornes de sa classe ouvrière, de celle des travailleurs des ex-colonies françaises, de l'accumulation primitive du capital par l'esclavage jadis, par le travail des enfants dans l'Hexagone, pour ne citer que ces méfaits.

Qui paie décide ? Eh bien ce serait mille fois aux travailleurs de décider. C'est partant de cette conscience de classe que les travailleurs auront, le moment venu, la force et la volonté politique de s'imposer et de décider.

QUEL AVENIR POUR LES TRAVAILLEURS ET LA CLASSE POPULAIRE ?

L'avenir dira si, du mouvement ouvrier combatif, sortira une organisation révolutionnaire, de classe et indépendante, du prolétariat des Antilles et de la Guyane. C'est une condition indispensable pour permettre aux travailleurs et aux classes populaires de changer réellement leur sort, changement de statut ou pas, autonomie voire indépendance ou pas. Leur sort ne s'améliorera pas par la seule vertu du changement de statut. Il ne changera réellement que par leurs propres luttes, et seulement si ces dernières sont collectives, offensives, générales contre les possédants et le grand patronat capitaliste.

Si les travailleurs parviennent à s'imposer par leurs luttes sur la scène politique, s'ils ne laissent pas le pouvoir aux seuls notables et aux possédants, ils pourront marquer des points vers leur émancipation du pouvoir capitaliste et des séquelles coloniales, quel que soit le statut politique.

C'est pour une telle émancipation des travailleurs que militent les communistes révolutionnaires de Combat ouvrier en Martinique et en Guadeloupe.

24 avril 2022



L'extrême gauche au miroir de l'élection présidentielle

La division des organisations issues du mouvement trotskyste est un fait ancien, produit des choix politiques et organisationnels opérés par certaines il y a plusieurs décennies. Certaines de ces organisations, dont nous sommes, ont pour politique de se présenter systématiquement aux élections, là où elles en ont la possibilité, en fonction de leurs forces. D'autres ne le font pas, ou le font sporadiquement. Les élections sont une tribune pour les révolutionnaires. Leurs campagnes sont aussi de nature à mettre en lumière leurs orientations politiques qui restent bien souvent dans l'ombre.

Durant toute la campagne, Nathalie Arthaud a dû répondre un nombre incalculable de fois à des questions relatives à la présence de deux, voire de trois candidats trotskystes. Outre Philippe Poutou pour le NPA, Anasse Kazib, au nom du groupe Révolution permanente, s'était en effet lancé cette année dans la recherche des cinq cents parrainages d'élus nécessaires pour avoir le simple droit d'être présent à l'élection présidentielle. Plusieurs organisations militant pour renverser l'ordre social et politique actuel existent, et osent déranger le train-train des politiciens bourgeois : de quoi, semble-t-il, incommoder les journalistes ! Pour notre part, nous avons toujours considéré que les différentes tendances du mouvement révolutionnaire devaient se saisir des élections pour affirmer leur politique de-

vant le plus grand nombre de travailleurs.

Au vu de ce que représentent aujourd'hui dans les urnes Lutte ouvrière et le NPA, et même en additionnant nos faibles scores respectifs, qui étaient prévisibles, rien ne pouvait justifier que l'une ou l'autre de nos organisations renonce à défendre sa politique à la présidentielle. Malgré l'accès, même limité, aux différents médias, ce type de campagne offre la possibilité pour les révolutionnaires d'expliquer et de populariser leurs idées. Mais elle est aussi un révélateur de ce qui rapproche de plus en plus nos orientations respectives.

POI, POID : QUAND LES GÈNES DU LAMBERTISME PARLENT ENCORE

Le mouvement lambertiste, du nom du pseudonyme de Pierre Boussel, fondateur et principal dirigeant de l'Organisation communiste internationaliste (OCI) dont sont issus successivement le MPPT, le PT, et le POI, qui furent dans les années 1960 et 1970 parmi les plus importants numériquement à l'extrême gauche, s'est scindé en 2015. Il a donné naissance en France au Parti ouvrier indépendant (POI) d'un côté, autour du journal *Informations Ouvrières*, et au Parti ouvrier indépendant et démocratique (POID) de l'autre, qui publie la *Tribune*

des Travailleurs. Les deux se réclament de l'héritage politique de Pierre Boussel et l'expriment à leur façon aujourd'hui, bien que n'ayant pas été présents en tant que tels à la présidentielle. Le courant dont ces organisations sont issues n'avait présenté un candidat par le passé qu'à trois reprises. Et ce, après avoir cessé au milieu des années 1980 de se réclamer du trotskysme, au profit de la création d'un parti se voulant plus ouvert et plus large. Le Mouvement pour un parti des travailleurs (MPPT), devenu Parti des travailleurs (PT), se bornait à se réclamer dans ses principes fondateurs de la « reconnaissance de la lutte des classes », de l'indépendance réciproque entre partis et syndicats, de la laïcité et... du combat contre les institutions de la V^e République. Les militants s'affirmaient encore trotskystes ne constituaient plus qu'une tendance en son sein.

En 1988, Pierre Boussel, puis Daniel Gluckstein en 2002, se présentèrent au nom du MPPT. Et en 2007, Gérard Schivardi, lié au PT, fut candidat au nom d'un Comité national pour la reconquête des services publics. Ils obtinrent respectivement 0,38 %, 0,47 %, et 0,34 % des suffrages.

Cette année, le POI a renouvelé son choix de 2017 de soutenir la candidature de Jean-Luc Mélenchon. Lors de son congrès de décembre 2021, il a justifié ce ralliement par le fait que dans toutes les luttes qui se sont dé-

o

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIÈRES nouvelle série
N° 703 (3097)
du 28 avril au 4 mai 2022
2 euros
ISSN 0813 9500

INFORMATIONS OUVRIÈRES
5 123
abonnés reçoivent ce numéro.
Et vous ?
(Formulaire page 16)

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES HEBDOMADAIRE DU PARTI OUVRIER INDÉPENDANT **POI**

POUR BLOQUER MACRON

Législatives : ensemble, unis pour les candidats Union populaire, on y va à fond !

CONFÉRENCE EUROPÉENNE D'URGENCE

150 militants de 19 pays rassemblés contre la guerre



La parole à des participants

Mugurel Popescu (Roumanie)
Clément Pouillet (France)
Ismael Zeroual (Belgique)
Svetlana Zingraf (Allemagne)
Juanjo Llorente (Etat espagnol)

pages 10, 11 et 12

1^{er} Mai

La défense des retraites au cœur de nombreux appels syndicaux

« Refus de tout recul de l'âge de départ »

« Maintien des 42 régimes de retraite »

Page 5

La Une d'Informations ouvrières, hebdomadaire du POI, le 28 avril.

roulées durant le quinquennat de Macron, « LFI, le Parti de gauche et Jean-Luc Mélenchon se sont retrouvés à nos côtés. À chaque fois, pendant ces cinq années, ils étaient là, ensemble, avec nous. » Curieuse façon d'inverser les rôles et de masquer qu'eux-mêmes s'étaient rangés, sans exprimer la moindre critique, derrière Mélenchon, ses députés, sa candidature et sa proposition d'une Assemblée constituante censée offrir une issue politique décisive. La référence à la révolution française forme il est vrai le fonds de commerce des lambertistes depuis toujours. Une autre antienne de ce courant est l'invocation de « l'unité des travailleurs et de

leurs organisations » qui a servi de paravent à son opportunisme pour soutenir des candidats de gauche aux élections, et avant tout ceux du Parti socialiste, et tenter de faire taire ceux qui refusaient cette politique. Ce fut singulièrement le cas pour les candidatures de Mitterrand en 1974, puis de nouveau en 1981 : l'OCI appela à voter pour lui dès le premier tour, tout en calomniant sans retenue Arlette Laguiller et Alain Krivine qui, en se portant candidats, faisaient selon elle le jeu de la droite, et étaient même « propulsés par la bourgeoisie » ! Les lambertistes, jamais à court de références historiques, et surtout de slogans « prêts à l'emploi » empruntés

au passé et plaqués sur des réalités tout à fait différentes, prétendirent alors que l'élection de Mitterrand ouvrirait la voie à un « gouvernement ouvrier et paysan » avant d'appeler à en « chasser les ministres bourgeois », reprenant une expression tirée d'un mot d'ordre des bolcheviks durant la révolution russe de 1917, mais désignant des décennies plus tard... les seuls ministres du Parti radical de gauche.

L'argument de l'unité a été repris durant la campagne 2022 avec la même vigueur par le POI contre tous ceux qui refusent de se mettre au garde-à-vous et de marcher au pas derrière la candidature de Mélenchon. Le POI, dans la période récente, a fait preuve du même suivisme : derrière, puis dans, le mouvement des gilets jaunes, et en reprenant le prêchi-prêcha des réformistes à propos des « acquis de 1936 et de 1945 » dont il se pose en défenseur. Le POI est de facto devenu un appendice de la France insoumise, de son souverainisme et des illusions réformistes dont cette organisation est porteuse.

Quant au POID, qui s'est quelque peu démarqué du POI en dénonçant « toute forme d'union sacrée » et en se réclamant de l'internationalisme ouvrier face à la situation de guerre en Ukraine, il reprend au fond les thèmes hérités de ses gènes lambertistes. Il demeure à la recherche d'une gauche à laquelle il pourrait se rallier, déplorant encore que les partis qui « historiquement trouvent leur origine dans le mouvement ouvrier » se rangent derrière un Macron sur le plan de la politique étrangère et n'offrent pas de véritable rupture avec le capitalisme ou avec les institutions de la V^e République.

Dans l'élection présidentielle, au nom de cette même « unité des travailleurs pour chasser Macron et sa politique » et de la nécessité d'un « gouverne-

ment ouvrier», le POID en a été réduit à regretter qu'il n'y ait pas eu de candidature unique à gauche. Dans son communiqué du 26 mars 2022, où il donnait sa position sur le premier tour, son bureau national écrivait : «*Ils auraient dû s'entendre, choisir un candidat unique dans un bloc pour la défense des intérêts de la classe ouvrière et de la population laborieuse. Au lieu de cela, ils ont choisi la division et la dispersion.*» Comme si les dirigeants et les partis de la gauche pouvaient être sincèrement préoccupés d'une telle «*défense des intérêts de la classe ouvrière*»!

Tout en disant vouloir préparer «*les conditions de la lutte de classe qui surgira*», le POID a donc appelé les travailleurs à ne pas se «*diviser*» et à voter indifféremment pour les «*partis issus historiquement du mouvement ouvrier*», à l'exclusion d'EELV car sans lien avec celui-ci. Cette ligne de partage se prétend fondée sur un terrain de classe. Mais elle regroupe tous les partis qui, bien qu'issus du mouvement ouvrier dans un

lointain passé, ont, depuis, renié toute idée de renverser le capitalisme et ont fait la preuve de nombreuses reprises de leur servilité à l'égard de la bourgeoisie et de ses intérêts. Laissons donc ces camarades à leur quête du mouton à cinq pattes.

LA PRÉCAMPAGNE DE RÉVOLUTION PERMANENTE

Jusqu'à l'été 2021, le NPA semblait encore hésiter pour savoir s'il allait se lancer dans la présidentielle. Ces tergiversations initiales ne sont peut-être pas étrangères au fait que le groupe Révolution permanente (RP), qui militait au sein du NPA, décida le premier de présenter la candidature d'Anasse Kazib. Ses militants sont liés au Courant communiste révolutionnaire, qui est lui-même une scission du mouvement moreniste, l'un des courants se réclamant du trotskysme en Amérique latine, et singulièrement en Argentine.

Bien qu'Anasse Kazib n'ait finalement pas réussi à rassem-

bler le nombre de parrainages nécessaires, sa précampagne n'en est pas moins représentative de l'orientation que ce groupe entend donner à sa sortie du NPA. Anasse Kazib, cheminot et syndicaliste à Sud Rail, prétendait incarner, plus que tout autre, la voix des exploités, présentant sa candidature comme plus subversive par nature car «*issue des quartiers populaires*» et portée par «*un ouvrier issu de l'immigration post-coloniale*». Il n'a eu par ailleurs de cesse de se poser en victime du barrage médiatique et politique, affirmant que son faible accès aux médias (bien qu'il ait été durant deux ans un participant de l'émission Les grandes gueules sur RMC) était dû au seul fait qu'il était issu de l'immigration. Et il alla jusqu'à dire publiquement : «*Ce n'est pas la même chose d'être militant révolutionnaire et blanc comme Nathalie Arthaud ou Philippe Poutou.*»¹ Dans une tribune adressée aux organisations révolutionnaires de novembre 2021, valant presque injonction à le soute-



Montage photo avec Anasse Kazib, invité par Le Média à une émission sur l'écologie, le 28 avril 2021, alors qu'il était encore membre du NPA.

¹ Intervention au meeting de Chambéry du 31 janvier 2022.

nir, Révolution permanente expliquait : « Face à la virulence du discours raciste et anti-musulmans de Zemmour, de ses soutiens mais aussi d'une partie importante du champ politique, ne pas permettre à un candidat comme Anasse Kazib, qui veut contribuer à porter le débat sur les questions sociales et démocratiques, de prendre part aux débats, serait une première défective. » Comme si les organisations comme la LCR hier, le NPA aujourd'hui, ou Lutte ouvrière n'avaient pas eu à subir le silence comme l'hostilité des médias et de l'extrême droite !

Mais RP, tout en évoquant les luttes ouvrières, place celles-ci, à l'instar du NPA dont il est issu, au même plan que toutes les autres formes de contestation de l'ordre établi. Cette organisation voit ainsi dans le mouve-

ment des gilets jaunes un événement qui a fait « trembler la bourgeoisie française » comme aucun autre depuis Mai 68. Un mouvement au « caractère offensif » qui, selon ces camarades, remettrait en cause le système « dans sa totalité » et présenterait des traits « objectivement prérévolutionnaires » ayant, enfin, fait resurgir « le spectre de la révolution » dans le monde entier². Dans sa précampagne, Anasse Kazib s'est par ailleurs autoproclamé porte-parole des victimes du racisme et de la répression policière. Il a substitué de fait les termes de « quartiers populaires » ou de « ghettos » à celui de classe ouvrière, et mis au premier plan le racisme de la police ou de l'État contre les étrangers, ou leur islamophobie, axe de l'essentiel de ses interventions. C'est ainsi qu'il a pu qualifier le Comité contre l'isla-

mophobie en France (CCIF), que le gouvernement avait dissous en décembre 2020 pour des raisons basement électoralistes, au nom de la lutte contre le terrorisme, de « CGT des musulmans » ! Et ce, alors que les positions du CCIF sont fort éloignées, et le plus souvent opposées aux valeurs du mouvement ouvrier. L'opportunisme de RP vis-à-vis des gilets jaunes se retrouve dans ses flatteries adressées aux musulmans. « Je souhaite à toutes mes sœurs et frères musulman.e.s un excellent mois de Ramadan », tweete par exemple le marxiste Anasse Kazib³.

N'ayant pu finalement se présenter, Anasse Kazib a appelé à voter indifféremment pour Nathalie Arthaud, à laquelle il reproche, entre autres choses, ses positions féministes sur le voile islamique, préférant défendre

ANTICAPITALISTE.ORG



Les premiers temps de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR). Krivine au premier rang, sixième à partir de la droite

² Voir notamment sur le site de Révolution permanente le texte de Juan Chingo, « Gilets jaunes. Le spectre de la révolution » du 16 décembre 2018, et celui de Daniela Cobet du 23 novembre 2019, « La radicalité que l'on voit depuis les gilets jaunes doit s'incarner dans un grand parti révolutionnaire ».

³ Tweet d'Anasse Kazib, 2 avril 2022.

le port du hidjab... au nom du « droit de toutes les femmes à disposer de leur corps! », ou pour Philippe Poutou, malgré les déclarations de celui-ci sur la guerre en Ukraine dans lesquelles il affirme ne pas se reconnaître.

Mais, au-delà, Révolution permanente annonce d'ores et déjà la candidature d'Anasse Kazib aux élections législatives comme le prélude à la « fondation d'une nouvelle organisation révolutionnaire à l'automne prochain » ayant pour but de porter « le projet d'une révolution sociale qui en finisse avec le capitalisme, le patriarcat, le racisme et la destruction de la planète »⁴. L'avenir dira quelle forme prendra cette organisation, et même si elle verra le jour. Mais une chose est déjà certaine : vu les axes avancés par ces camarades durant leur campagne, elle ne sera pas basée sur les intérêts fondamentaux du prolétariat.

OÙ VA LE NPA ?

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR), en se dissolvant en 2009 pour créer le Nouveau parti anticapitaliste (NPA), a au fond suivi la même évolution que le courant lambertiste et ses deux composantes actuelles, issues de sa scission en 2015 (le Parti ouvrier indépendant et le Parti ouvrier indépendant démocratique). Elle prétendait en effet, en abandonnant la référence aux idées portées par le courant trotskyste, fédérer une multitude de courants de pensée ou de tendances (féministe, écologiste, décroissante, libertaire, altermondialiste, etc.). Cette mue était la suite logique de ses orientations depuis son origine. La Ligue communiste puis après elle la LCR s'étaient toujours placées à la remorque de courants étrangers à la lutte de classe. D'une part, en suivant, voire en prétendant conseiller ceux



Affiche de soutien de la LCR à la candidature de Pierre Juquin en 1988

qui remettaient d'une façon ou d'une autre en cause l'ordre établi, notamment les nationalistes teintés de tiers-mondisme des années 1950 et 1960. Et d'autre part, en reprenant plus ou moins à son compte toutes les idées à la mode dans la petite bourgeoisie, comme l'écologie, la décroissance, voire en rejoignant les organisations qui s'en faisaient les chantres, tel Ras l'front, sur le terrain de l'antiracisme, ou Attac et ses vagues critiques du capitalisme. Cette politique, s'adressant au fond aux déçus et aux orphelins de la gauche, l'avait aussi amenée à se réclamer durant des années d'une « gauche alternative » ou « 100 % à gauche », à soutenir l'ancien stalinien Pierre Juquin à la présidentielle de 1988 puis, en 1995, à appeler à voter indifféremment pour le candidat des Verts, du PCF ou de Lutte ouvrière. Créé pour « dépasser » le cadre de la LCR et l'élargir, le NPA ne pouvait plus se réclamer du trotskysme. Et il s'en est d'ailleurs bien gardé, même si les militants issus des rangs de la LCR en constituaient à l'origine l'ossature. Mais s'adresser au prolétariat, militer en direction des entreprises et sur le terrain

propre aux travailleurs n'était pas davantage leur perspective. Pour l'essentiel, ces camarades ont continué à militer, selon les sensibilités et les courants auxquels ils appartenaient, les uns pour la défense des sans-papiers, les autres pour le droit au logement, dans des mouvements ou associations se réclamant de l'antifascisme, du féminisme ou de l'éco-socialisme. C'est pourtant en se présentant au nom de la Ligue communiste révolutionnaire qu'Olivier Besancenot avait obtenu le score le plus important de ce courant et acquis une notoriété certaine, avec 4,25 % des voix en 2002. Pendant des décennies, la LCR et ses ancêtres avaient prétendu construire un parti révolutionnaire en étant en quelque sorte en symbiose avec les mouvements et les courants en vogue. Mais ce sont les préoccupations et les idées de ce milieu qui ont, à l'inverse, exercé au fil des années une pression et une attraction sur cette organisation et, de façon plus nette encore par la suite, sur le NPA.

L'idée même de présenter un candidat à l'élection présidentielle de 2022 était donc loin de faire l'unanimité dans ses rangs, nombre de ses cadres et militants ne cachant pas depuis plusieurs années, à l'instar d'Olivier Besancenot, qu'il valait mieux travailler à un rapprochement à « gauche de la gauche », de façon à « agir et à se faire entendre ensemble ». Bien qu'adressés également « à tous les anticapitalistes », dont Lutte ouvrière, ces appels visaient en réalité d'autres mouvements comme Ensemble, dont Clémentine Autain est la principale figure, lui-même fusion de divers courants, les écologistes, Génération.s et, dans la période la plus récente, la France insoumise, depuis que ce mouvement apparaît comme le plus en vue. La candidature de Philippe Poutou ne fut décidée en

⁴ « Bilan précampagne Anasse Kazib 2022 », en date du 20 mars 2022 (site Internet de Révolution permanente).



Daniel Bensaïd de la LCR anime un débat avec de jeunes militants de la IV^e Internationale lors des Rencontres internationales des jeunes de 2005. Une banderole honore Zapata, leader de la révolution paysanne mexicaine de 1910.

juin 2021 que par un vote à 52 % de ses délégués. Et le candidat du NPA n'a pas cessé durant sa campagne de rappeler qu'il n'avait pas prévu de se lancer une nouvelle fois, mais qu'il n'y avait pas d'autre volontaire.

L'essentiel des militants de la tendance Claire, qui affirment depuis la création du NPA en 2009 leur volonté de reconstruire ce qu'ils nomment une « large tendance révolutionnaire » et prétendent dénoncer les ambiguïtés politiques de leur organisation en se réclamant des bases programmatiques de la IV^e internationale, avaient pour leur part d'emblée choisi... de soutenir Jean-Luc Mélenchon. En outre, d'autres militants avaient déjà quitté les rangs du NPA ces dernières années pour se fondre dans le Parti de gauche, puis la France insoumise.

Sur son orientation générale, la campagne de Philippe Poutou n'a pas été différente des précédentes et de la politique du NPA depuis sa fondation. Elle s'est adressée, sans distinction, à toutes les catégories, mettant en avant et sur le même plan toutes les luttes, qu'elles soient

sociales, environnementales, féministes, antiracistes ou pour le droit des homosexuels et contre toutes les formes d'oppression. Sa campagne ne concernait au fond qu'incidemment la classe ouvrière et n'était pas davantage centrée autour de la défense de ses intérêts propres. L'ennemi désigné dans ses meetings comme dans ses interventions dans les médias par les porte-parole du NPA fut d'ailleurs davantage Macron que son commanditaire, la grande bourgeoisie.

Mais deux aspects sont apparus de façon plus nette comme marquant une étape dans l'évolution de cette organisation et, en tout cas, une ligne de partage très nette avec nos propres perspectives.

Cela s'est d'abord exprimé de façon éloquente à propos de la guerre en Ukraine. Sur ce terrain, le NPA a suivi pour l'essentiel les positions du Bureau exécutif de la IV^e Internationale. Il s'est tout d'abord très largement mêlé au chœur des dirigeants impérialistes et de leurs porte-voix faisant de Poutine et de ce qu'il nomme, sans vraiment se donner la peine d'expliquer ce

qu'il entend par là, « l'impérialisme russe », l'unique responsable ou presque. Son candidat a répété à de nombreuses reprises sa solidarité avec la résistance ukrainienne, parce qu'émanant d'une nation opprimée, et la nécessité d'armer celle-ci face à l'armée russe, sans qu'il soit jamais question de la nature sociale et politique de cette résistance, pas plus que de celle des oligarques et des soutiens anciens ou actuels de Zelensky. Plus encore, il a soutenu les sanctions économiques contre la Russie imposées par les grandes puissances, là aussi au prétexte qu'elles étaient « demandées par la population ukrainienne », avant d'admettre confusément, plus tard, que ce n'était finalement « pas si simple que ça ». La solidarité, l'antimilitarisme et l'internationalisme dont se réclame le NPA ont cessé il est vrai de longue date de correspondre à ce que devrait être l'internationalisme prolétarien. La IV^e Internationale dont il se réclame, comme la LCR ou ses devancières, l'ont montré à maintes reprises par le passé en présentant, parmi bien d'autres, Castro à Cuba, Ho Chi Minh au Vietnam, le FLN en Algérie, les sandinistes au Nicaragua, comme des révolutionnaires communistes derrière lesquels il fallait se ranger sans sourciller et sans émettre la moindre critique. Et surtout sans tenter de faire entendre les intérêts spécifiques du prolétariat. Plus récemment, ce sont les indépendantistes catalans ou, dans la dernière campagne, les nationalistes corses qui ont été présentés par le NPA comme des héros de l'anticolonialisme. Leur mobilisation et les « combats de rue » ont été donnés par Philippe Poutou à plusieurs reprises comme « un exemple à suivre ». Or, si les communistes révolutionnaires se doivent effectivement de dénoncer l'oppression nationale lorsqu'elle existe, et les responsabilités de leur appareil d'État, ils doivent

avant tout le faire au nom des intérêts propres du prolétariat et de l'internationalisme, c'est-à-dire en mettant en garde les travailleurs contre le piège que constituent la perspective nationaliste et les forces sociales qui la portent.

Dans cette campagne, le NPA a par ailleurs marqué de nouveau sa différence, et même son désaccord profond, avec notre organisation sur un autre terrain : celui de l'attitude à l'égard des partis réformistes et de la nature du parti que ces camarades prétendent construire. C'est en réalité la même absence de boussole de classe qui les pousse dans cette voie.

Avant même l'issue du premier tour, comme pour s'excuser d'avoir présenté sa candidature, Philippe Poutou a ainsi rappelé à plusieurs reprises que, contrairement à Lutte ouvrière qui cherche à « regrouper les révolutionnaires », son organisation avait « une perspective très unitaire »⁵. Et de donner le contour de cette unité : « On pense qu'il faut s'adresser aux camarades de la France insoumise, y compris à des camarades Verts, à des camarades y compris du Parti socialiste avec lesquels on se retrouve dans les manifs » pour « construire un parti radical avec tous ces camarades-là, des camarades syndicalistes. » Quel parti pourrait sortir d'un tel assemblage et quelle place pourraient y tenir des communistes révolutionnaires, si ce n'est de servir de caution « radicale » pour placer davantage encore les travailleurs à la remorque de la France insoumise et de ses idées ? C'est, à l'inverse, parce que nous vivons aujourd'hui dans une période de montée des idées réactionnaires, de désorientation profonde dans les rangs de la classe ouvrière, que les communistes révolutionnaires doivent plus que jamais maintenir aussi haut que possible le drapeau de leurs

idées, et non succomber aux sirènes des partis réformistes pour l'unité « à gauche ».

Il s'agit d'un abandon de la raison même d'être du mouvement trotskyste. Le NPA s'était déjà engagé dans le passé dans une telle impasse politique. Cela s'est traduit dans la période récente à l'occasion de plusieurs échéances électorales, où une partie du NPA avait opté pour des listes communes avec la France insoumise, lors des municipales en 2020, puis des régionales en 2021 (en Nouvelle-Aquitaine et en Occitanie).

Le problème n'est pas d'ap-

paraître sur des listes avec des militants d'autres organisations, et nous-mêmes avons déjà fait ce choix par le passé lors de scrutins locaux. Tout dépend du terrain sur lequel une campagne se mène, des perspectives défendues lors de ces élections par les révolutionnaires et de la préservation de leur indépendance politique. Ainsi, dans la dernière campagne présidentielle, quand Nathalie Arthaud expliquait que Jean-Luc Mélenchon aspirait à gérer les affaires de la bourgeoisie, et désarmait les travailleurs en prétendant pouvoir remplacer

l'Anticapitaliste
N°134 | AVRIL 2022 | 4,5 €
la revue mensuelle du NPA

MENACE DE L'EXTRÊME DROITE, ESPOIR POUR UNE ALTERNATIVE À GAUCHE

Mobilisations en Corse | Grève à la FNAC Saint-Lazare | Impérialisme et guerre en Ukraine

NOUVEAUPARTIANTICAPITALISTE.ORG

Une de la revue en ligne du NPA d'avril.

⁵ Cette citation, comme celles qui suivent, sont extraites de son interview à France Inter, le 3 avril 2022.

les luttes par un bulletin de vote en sa faveur, Philippe Poutou se refusait à toute critique sérieuse de l'ex-sénateur et ex-ministre socialiste. Le 30 mars, sur LCI, il se contentait par exemple de demander à son propos: «*Quelles garanties aurait-on au niveau de la gauche?*», famille et étiquette politiques ô combien frelatées dont il ne cesse pourtant de se réclamer. Et, sur ce terrain, le NPA a montré à chaque fois qu'il était prompt à se fondre dans les revendications et les préoccupations affichées par la France insoumise et bien d'autres.

VERS UN NOUVEAU NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE OU VERS SA DISPARITION?

Dans sa déclaration du 10 avril, Philippe Poutou a réitéré cette orientation, affirmant que le NPA s'adressait «*à l'ensemble de la gauche sociale et politique, aux syndicats, aux associations et collectifs écologistes, antiracistes, féministes, LGBTI, ainsi qu'aux forces politiques: nous avons besoin de nous rencontrer pour discuter des initiatives possibles pour changer la donne*». On ne voit pas en quoi cette initiative, qui prétend déboucher sur «*une force politique anticapitaliste, antifasciste, féministe, écologiste, antimilitariste, anticolonialiste et internationaliste, pour la transformation révolutionnaire de cette société*», diffère de celle qui avait conduit à la fondation du NPA en 2009. Sauf qu'entre-temps, cette organisation, qui n'a pas réuni de congrès depuis 2018, avoue elle-même avoir perdu l'essentiel de ceux qui l'avaient alors rejointe, et que ses effectifs sont beaucoup plus faibles que ceux dont disposait la LCR avant son autodissolution. La direction du NPA explique dans son dernier hebdomadaire, daté du 28 avril, que le rapprochement

électoral avec l'Union populaire, où prétend-elle «*se trouvent les éléments combattifs*», serait un moyen de «*sortir de la résignation*». C'est au contraire un nouveau signe du renoncement de ces camarades à construire une organisation authentiquement anticapitaliste, c'est-à-dire communiste, révolutionnaire et internationaliste, et de leur résignation à se contenter d'une union de la gauche renouvelée basée sur les illusions du réformisme. Et, plutôt que de tenter de défendre le drapeau de la révolution sociale dans la classe ouvrière, au moment même où celle-ci est dramatiquement déboussolée, le NPA continue de s'adresser aux prétendus éléments combattifs de la gauche, de la même façon que la LCR, jadis, entendait s'adresser dans les entreprises aux seuls éléments conscients, c'est-à-dire aux militants syndicalistes.

L'attitude du NPA lors de l'entre-deux-tours montre en outre à quel point ces camarades entendaient ne pas déplaire à ceux qui souhaitaient voter Macron pour «*faire barrage à Le Pen*». Au soir du premier tour, Philippe Poutou avait assez clairement annoncé qu'il ne pouvait, contrairement à EELV, au Parti socialiste et au Parti communiste, se résoudre à un tel vote, qualifiant à juste titre Macron de «*pompier pyromane, dont les politiques sont une des causes de la montée du RN*».

Mais, dès les jours suivants, le NPA s'est aligné et a appelé à manifester derrière le mot d'ordre lancé par Mélenchon et repris par tous ceux qui, telle la CGT, tout en prétendant critiquer Macron et sa politique, avançaient qu'il ne fallait pas donner «*une seule voix à Le Pen*» et concentraient leur tir contre la seule extrême droite. Dans un courrier du 19 avril adressé à Lutte ouvrière⁶, le NPA s'expliquait: «*L'urgence de*

l'heure est que pas une voix de notre camp n'aille à Le Pen, car il est vital que l'extrême droite soit battue dimanche, et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons participé aux manifestations qui se sont tenues dans cet entre-deux-tours.» Autrement dit, en bon français, il était vital que Macron soit réélu. Il n'était donc aucunement question pour le NPA d'exprimer clairement: «*Ni Macron, ni Le Pen*», comme nous l'avons fait pour notre part. Ses appels à manifester apparaissaient même comme une façon de rendre plus digeste un appel de fait à battre Le Pen dans les urnes. Rappelons qu'en 2002 la LCR avait, déjà, appelé à battre Le Pen «*dans les rues et dans les urnes*», au motif que le fascisme aurait été «*sur les marches du pouvoir*». Cela ne pouvait avoir comme traduction que le vote pour Chirac, fût-ce en se pinçant le nez, alors même que celui-ci était sûr de l'emporter largement et qu'il ne représentait en rien un quelconque barrage aux idées du Front national. Autant dire que le discours actuel du NPA n'a rien pour nous surprendre, tant ces camarades sont prompts à répéter les mêmes erreurs d'année en année.

Le 19 avril, le NPA a également répondu favorablement à la proposition de l'Union populaire d'envisager des candidatures communes aux élections législatives de juin prochain et une campagne pouvant «*enclencher une dynamique militante pour les élections et pour les luttes sociales*».

Dans son courrier à cette organisation, le NPA répète que le «*camp social*» dont il se réclame demeure «*orphelin d'un outil politique à la hauteur des enjeux*», d'une «*gauche radicale, décomplexée, déterminée à en découdre avec le capitalisme et son personnel politique, et à faire face à la menace fasciste*». La seule véritable condition mise par le

⁶ Voir plus loin l'intégralité de ce courrier et notre réponse.

NPA à une telle campagne étant l'exclusion des « *organisations de la gauche sociale-libérale, en particulier le Parti socialiste* », que Mélenchon avait alors déjà exclu par avance de sa démarche... avant de se raviser en le conviant également aux discussions en cours. Depuis, le NPA s'est félicité que les discussions aillent bon train vers un tel accord national « *pour contester le macronisme et les politiques capitalistes* » et faire élire une « *majorité alternative de gauche* » à l'Assemblée nationale⁷. Tout au plus le NPA écarte-t-il l'hypothèse de fournir des ministres dans un gouvernement qui serait issu d'une telle majorité et qui serait dirigé par Jean-Luc Mélenchon. Dans un communiqué en date du 28 avril, intitulé « *Pour des candidatures d'union en rupture avec le social-libéralisme* », le NPA feint l'étonnement après l'annonce par l'Union populaire qu'il n'y avait aucun « *point de discussion qui paraissait insurmontable* » entre elle et le PS. Et le NPA de demander qu'un « *chemin clair* » soit tracé. Comme si la non-présence du seul PS dans la campagne unitaire qu'il envisage offrait la garantie nécessaire à cette clarté ! Mais la direction du NPA se dit « *déterminée à aller jusqu'au bout* » de sa démarche.

Dans son courrier déjà cité à notre organisation, la direction du NPA justifie sa ligne unitaire derrière Mélenchon en prétendant que celui-ci incarne « *un réformisme renouvelé* » sur la base d'un « *positionnement plus radical que ce qu'incarnait le PS depuis 1983, ce qui est positif* ». Qu'un ancien dirigeant du PS,

qui se donne Mitterrand pour modèle, retrouve quelques accents de « *rupture avec le capitalisme* », comme ce que le premier secrétaire du PS avait lui-même clamé en son temps, et voilà les camarades du NPA qui lui emboîtent aussitôt le pas ! Et ce, au moment même, avant même le second tour de la présidentielle qui devait départager Macron et Le Pen, où Mélenchon annonçait sa candidature au poste de Premier ministre, s'il disposait d'une majorité de députés à l'issue des législatives !

Si nous ignorons bien sûr ce qu'il adviendra de cette initiative et de l'idée de la création d'une nouvelle organisation, dans laquelle les militants du NPA viendraient se fondre d'une façon ou d'une autre, nous sommes en revanche convaincus qu'il n'y a rien à en attendre de favorable du point de vue des travailleurs. Prétendre, comme le fait le NPA, que l'élection d'un



Affiche de Mélenchon pour les législatives.

nombre important de députés issus de cette gauche, qu'il présente comme une « *gauche de combat* », serait en outre « *une bonne nouvelle pour les luttes* »⁸ relève de l'aveuglement. Mélenchon le premier répète d'ailleurs à l'envi que voter pour lui et son parti évitera justement d'avoir à faire grève et à « *marcher dans les rues* » ! Faut-il rappeler à ces camarades que ce n'est pas l'élection d'une majorité de Front populaire en 1936 qui a été à l'origine du vaste mouvement de grèves et d'occupations d'usines qui l'a suivie ? Ou que ce sont précisément le Parti socialiste, le Parti communiste et les appareils syndicaux qui leur étaient inféodés qui ont mis tout leur poids dans la balance pour briser l'offensive ouvrière qui s'était engagée alors ? Et que dire des expériences plus récentes de la gauche au gouvernement, qui ont désarmé politiquement et moralement les travailleurs, et donc armé leurs ennemis de classe ?

Le salut des travailleurs, comme la construction du parti qui leur fait tant défaut, ne pourra surgir que d'une lutte consciente de la classe ouvrière autour de la défense de ses intérêts collectifs, et contre toutes les illusions électorales instillées par les démagogues et les bonimentiers réformistes.

La classe ouvrière doit avoir son propre parti : il ne pourra se construire que sur la base des idées communistes révolutionnaires et internationalistes et de l'expérience concrète et vivante de la lutte de classe.

29 avril 2022

⁷ « *Législatives : bilan d'étape pour un accord national avec l'Union populaire* », publié le 23 avril 2022 sur le site du NPA et, dans le n° 613 du 28 avril 2022, « *Discussion en vue d'un accord avec l'Union populaire* ».

⁸ Courrier du NPA à Lutte ouvrière du 19 avril 2022.

Une correspondance entre le NPA et LO

Courrier du Nouveau parti anticapitaliste à Lutte ouvrière

Montreuil, le 19 avril 2022

Cher·e·s camarades,

Les résultats de l'élection présidentielle sont particulièrement inquiétants. Ils expriment à la fois un rapport de force dégradé et une polarisation, certes déformée par un mode de scrutin particulièrement antidémocratique, dans la situation politique, avec l'arrivée au second tour du pôle d'extrême droite (dont le total des voix dépasse celui de l'ensemble des candidatures de gauche) et du pôle néolibéral-autoritaire autour d'Emmanuel Macron. Un troisième pôle, autour de la candidature de Jean-Luc Mélenchon, s'est également affirmé. Incarnant un réformisme renouvelé, il s'agit d'un positionnement plus radical que ce qu'incarnait le PS depuis 1983, ce qui est positif.

Pour autant, le tableau est plus que jamais inquiétant, et la victoire de l'extrême droite est désormais une possibilité sérieuse. Elle serait une catastrophe pour l'ensemble de notre camp social. Pour notre part, nous pensons que l'urgence de l'heure est que pas une voix de notre camp n'aille à Le Pen car il est vital que l'extrême droite soit battue dimanche, et c'est aussi la raison pour laquelle nous avons participé aux ma-

nifestations qui se sont tenues dans cet entre-deux-tours.

Ceci dit, si c'est Macron qui sort vainqueur dimanche, son programme de casse antisociale a déjà été annoncé, à commencer la mise en place de la retraite à 65 ans, s'appuyant sur un autoritarisme que l'on imaginera exacerbé, vu la pression exercée par l'extrême droite depuis plusieurs mois.

Nous devons donc nous préparer plus que jamais à l'affrontement, et pour cela à regrouper le monde du travail autour des résistances à construire et de mesures d'urgence. Cela passe, pensons-nous, par la construction de structures unitaires de coordination et de mobilisation. L'enjeu est d'obtenir enfin des victoires significatives pour changer le rapport de force en faveur de notre classe.

Par ailleurs, nous avons pu mesurer durant cette campagne autour de notre candidat, Philippe Poutou, en particulier dans les meetings, que beaucoup sont orphelin·e·s d'une perspective politique pour le monde du travail, d'une gauche de combat et d'une force politique à construire pour l'incarner.

C'est dans ce contexte que se

préparent les élections législatives. Il y a un enjeu réel à limiter le nombre de députés d'extrême droite ou pro-Macron, et à ce que s'y affirme une rupture à gauche avec la ligne sociale-libérale, ce qui serait aussi une bonne nouvelle pour les luttes. C'est pourquoi nous sommes favorables à ce que des candidatures d'union existent pour faire face à la droite et à l'extrême droite, sur la base d'un programme de contestation du macronisme, de rupture avec les politiques bourgeoises et les logiques capitalistes. C'est la raison pour laquelle nous avons répondu positivement à la proposition de rencontre que nous a envoyée l'Union populaire il y a quelques jours.

Nous savons qu'en ce qui vous concerne vous ne partagez pas cette démarche. Pour autant il nous semble important que nous échangions ces prochains jours sur notre appréciation de la situation et des tâches pour les révolutionnaires, tant en ce qui concerne la construction des luttes que sur le terrain électoral. C'est la raison pour laquelle nous vous proposons de nous rencontrer rapidement.

Salutations anticapitalistes
Le Comité exécutif du NPA

La réponse de LO au NPA au sujet des élections législatives

Courrier adressé en réponse au NPA le 28 avril 2022

Chers camarades,

Nous avons bien reçu votre courrier du 19 avril nous proposant une rencontre. Vous êtes en cours de discussions avec l'Union populaire de Jean-Luc Mélenchon pour faire exister, lors des législatives, « des candidatures d'union (...) sur la base d'un programme de contesta-

tion du macronisme, de rupture avec les politiques bourgeoises et les logiques capitalistes. » Vous écrivez dans votre courrier : « Nous savons qu'en ce qui vous concerne, vous ne partagez pas cette démarche. » C'est le moins que l'on puisse dire.

Considérer le programme de Mélenchon « en rupture avec

les politiques bourgeoises et les logiques capitalistes », il faut oser ! Et comment trouver positif l'avènement « d'un réformisme renouvelé et plus radical que ce qu'incarnait le PS depuis 1983 », quand on connaît les ravages qui ont fait suite aux illusions suscitées par l'élection de Mitterrand en 1981 ?

Nous marchons depuis toujours sur des chemins séparés. Cela s'est vu clairement dans cette campagne présidentielle, où vous vous êtes refusés à toute critique sérieuse de l'ancien ministre et sénateur PS Mélenchon, défenseur de l'industrie de défense française et du Rafale. Et après le premier tour, vous avez expliqué qu'il fallait « *que pas une voix de notre camp n'aille à Le Pen car il est vital que l'extrême droite soit battue dimanche* », autrement dit, vous avez appelé à voter Macron.

Vous vous présentez comme « la gauche de la gauche », avec le projet de « reconstruire une vraie gauche » pour surfer à la fois sur les déçus de la gauche gouvernementale et sur les aspirations unitaires. Nous cherchons à construire un parti ouvrier communiste révolutionnaire, totalement indépendant des directions réformistes.

Si vous avez continué de dénoncer, même sous une forme édulcorée, le piège du réformisme et de l'électorisme pour les travailleurs, si vous n'êtes jamais entrés dans une majorité gouvernementale, c'est que la situation ne s'était pas présentée. Aujourd'hui, La France insoumise de Mélenchon, parti vierge de compromission parce qu'il n'a jamais gouverné, est en situation de réaliser l'objectif que vous vous êtes fixé : « reconstruire une vraie gauche ». Votre participation à cette entreprise ne nous étonne donc pas.

En ce qui nous concerne, nous restons sur notre ligne politique et, plutôt que de cautionner une opération de rafistolage du ré-

formisme, nous annoncerons, dans les prochains jours, notre présence aux législatives dans toutes les circonscriptions de la métropole, pour défendre le « camp des travailleurs ». Dans la continuité de notre campagne présidentielle, nous y affirmerons la nécessité pour le monde du travail de s'organiser pour défendre ses intérêts de classe, et pour renouer avec le combat contre le capitalisme, avec l'objectif ultime de mettre fin au pouvoir de la bourgeoisie.

Nous mesurons la gravité de la situation. Si la poussée de l'extrême droite reste, pour l'heure, sur le terrain électoral, elle n'en constitue pas moins un encouragement pour tous les individus et groupes fascisants, qui ont nombre de relais et de cadres potentiels dans l'appareil d'Etat, dans la police et l'armée. Loin d'être une protection, la réélection de Macron sera peut-être, pour certains d'entre eux, un motif supplémentaire pour passer à l'action directe, contre des immigrés, des travailleurs, des militants de gauche.

Ce sera vrai quelle que soit la composition de l'Assemblée nationale. Imaginons que votre souhait soit exaucé, c'est-à-dire qu'il y ait une arrivée en masse de députés de la « gauche radicale », comme vous avez choisi de l'appeler, ce ne serait pas le début de la victoire, mais le début de l'affrontement avec l'extrême droite. Si vous preniez au sérieux vos avertissements quant à la menace fasciste, vous réaliseriez l'importance qu'il y a à combattre résolument les illusions électorales et démocratiques.

Prétendre, comme vous le faites, que l'élection d'un nombre important de députés de cette gauche pourrait entraîner une dynamique de mobilisations relève de la méthode Coué. Mélenchon lui-même répète à l'envi que voter pour lui et son parti évitera d'avoir à lutter ! C'est là tout le piège du système politique bourgeois, qui consiste à substituer le combat électoral au combat de classe.

Nos divergences sont évidentes, sans être nouvelles. Elles sont ancrées dans les désaccords que nous avons sur le type de parti à construire et son rôle dans un contexte révolutionnaire.

Nous vous laissons donc à vos pourparlers avec l'Union populaire et nous vous proposons de débattre de la situation et de nos politiques respectives, publiquement, lors du débat prévu au moment de notre fête de Presles, c'est-à-dire samedi 28 mai. Ce sera l'occasion de revenir plus largement sur nos divergences.

Nous n'espérons pas vous influencer, surtout dans cette période de recul politique et de droitisation de toute la vie politique. Nous continuerons donc chacun sur la voie que nous nous sommes choisie. Pour l'heure, ni vous ni nous n'avons pu faire la démonstration de la validité de notre démarche politique. L'histoire ne nous a pas départagés devant le seul témoin possible : les masses exploitées.

*Salutations révolutionnaires,
Le Comité exécutif
de Lutte Ouvrière*



Les Souvenirs d'August Bebel

August Bebel (1840-1913) fut pendant un demi-siècle le dirigeant le plus populaire de la social-démocratie allemande. Il a beaucoup publié, mais seul a été traduit en français *La femme et le socialisme* (1879), livre de combat pour l'émancipation des travailleuses. Dans les *Souvenirs de ma vie*, publiés prochainement par Les bons caractères (cf. souscription en 3^e page de couverture), Bebel voulait raconter les luttes de sa génération. La première partie parut en 1910, la deuxième en 1911. Il pensait aller jusqu'à la chute de la loi d'exception contre les socialistes, en 1890. Mais sa troisième partie, publiée après sa mort par Karl Kautsky, s'interrompt en 1882. Ce sont donc vingt-deux ans de vie militante que Bebel raconte ici.

Le récit commence par quelques souvenirs de jeunesse, d'abord dans les casernements où servent son père puis son beau-père, sous-officiers prussiens, puis dans l'atelier où il est apprenti, enfin sur les routes de son tour d'Allemagne, comme compagnon tourneur sur bois. Le hasard le fixe en 1860 à Leipzig, la capitale économique et intellectuelle du royaume de Saxe, où il ouvre en 1863 un modeste atelier. Il participe au développement du mouvement ouvrier, militant dans les associations culturelles ouvrières et débattant des problèmes politiques de l'heure.

Le grand problème est l'unité allemande. L'Allemagne est alors divisée en une trentaine d'États souverains, royaumes, duchés, principautés, villes libres et évêchés, dont beaucoup ont des régimes absolutistes semi-féodaux. C'est le cas en particulier de la Prusse, le plus vaste et le plus puissant d'entre eux, dirigée depuis 1862 par Bismarck. L'unification a déjà commencé sur le terrain économique. Mais faut-il construire une Grande-Allemagne sous di-

rection autrichienne, englobant toutes les provinces qui parlent allemand, ou alors une Petite-Allemagne sous direction prussienne, excluant les 10 millions d'Allemands de l'Empire d'Autriche ? La bataille de Sadowa en 1866 tranche en faveur de la Petite-Allemagne.

L'Allemagne est un pays économiquement et politiquement retardataire, qui sort de dix ans de noire réaction. Bebel est en admiration devant les révolutionnaires de 1848-1849 qui ont survécu aux fusillades et aux bagnes. Dans leur lutte politique contre l'absolutisme, les bourgeois libéraux tentent d'enrôler le mouvement ouvrier et ses multiples associations. Contre eux, en 1863, Ferdinand Lassalle (1825-1864) fonde en 1863 l'Association générale des travailleurs allemands (ADAV), le premier parti ouvrier allemand. Mais les dirigeants de ce parti sont autoritaires, sectaires, et flirtent avec Bismarck. Bebel, lui, travaille à fédérer les associations ouvrières, culturelles et syndicales, qui en 1869 créent à Eisenach le Parti ouvrier social-démocrate, qui se réclame

de l'Association internationale des travailleurs, la 1^{re} Internationale. Marx et Engels suivent de près ce parti qui milite dans leur pays d'origine et qui est à peu près le seul à incarner leur internationalisme. Entre-temps Bebel a été, avec Wilhelm Liebknecht, élu au Parlement où, ouvrier de 27 ans autodidacte, il affronte les ténors du gouvernement et des partis bourgeois.

Et il en faut de l'héroïsme pour défendre l'internationalisme ouvrier en pleine guerre franco-prussienne de 1870, pour s'opposer à l'annexion de l'Alsace-Lorraine par le nouvel Empire allemand et pour prendre la défense de la Commune de Paris, premier État ouvrier. Bebel et ses camarades sont accusés de haute trahison, condamnés à des années de forteresse.

En même temps, dans le camp ouvrier la bataille fait rage entre le courant de Bebel et le courant lassallien. Débats violents, accusations réciproques, polémiques de mauvaise foi, bagarres même opposent des militants que devrait réunir leur commune opposition à Bismarck et à la



Dispersion d'une réunion sociale-démocrate en 1881, à Leipzig. Wilhelm Liebknecht est debout à l'extrémité gauche de la table et August Bebel assis juste devant lui. Gravure d'époque.

bourgeoise. Bebel est en correspondance avec Engels, à qui il n'hésite pas à tenir tête, car c'est lui qui est sur le terrain. Toutefois, les tentatives de rapprochement entre les frères ennemis se multiplient. Elles aboutissent en 1875, au congrès de Gotha, à la fusion des deux tendances en un Parti ouvrier socialiste d'Allemagne, qui deviendra en 1891 à Erfurt le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD).

Le parti n'est pas plutôt unifié que la répression se déchaîne, aboutissant en 1878 à une loi

d'exception qui dissout le parti et réprime toute activité politique ou syndicale ouvrière. Les journaux sont interdits les uns après les autres, les militants expulsés de ville en ville avec leur famille, privés de travail et de logis, accablés de procès, d'amendes, d'années de prison. Contre cette chasse à l'homme, les militants reconstruisent les organisations dans la clandestinité, homme par homme, sou par sou. Par chance, on peut encore présenter des candidats aux élections. Les campagnes électorales servent à reconstruire le

parti, malgré les interdictions de réunions, les destructions de matériel de propagande, les arrestations et les poursuites. Pisté pas à pas par la police, Bebel parcourt le pays comme voyageur de commerce pour sa petite entreprise. Il roule ses anges gardiens dans la farine, participe aux réunions, aux assemblées, aux congrès. Le journal du parti est fait en Suisse, d'où il entre en Allemagne par tout un réseau de contrebande, de relais et de fausses adresses. C'est la Poste rouge, qui au nez des douaniers et des flics irrigue avec régularité un parti bien vivant. Là s'interrompent les Souvenirs de Bebel.

Le livre a été écrit il y a plus d'un siècle, sur des événements remontant un demi-siècle auparavant. Il raconte congrès, campagnes électorales, sessions parlementaires, il cite résolutions, statuts, discours et correspondances. Il est parfois ardu à suivre, mais récompense amplement les efforts du lecteur.

Par ailleurs nous savons que, redevenu légal, et tout en affirmant sa fidélité aux principes du marxisme, le parti de Bebel a peu à peu dérivé vers un réformisme de fait et s'est réconcilié avec son impérialisme, jusqu'à trahir en août 1914 l'internationalisme prolétarien.

Mais ce que présentent les Souvenirs de Bebel, c'est la construction et les luttes d'un parti dans la fraîcheur de la jeunesse, militant pour organiser politiquement la classe ouvrière contre la société bourgeoise et l'État bismarckien. De ce combat, Bebel est le témoin en même temps qu'un acteur de premier plan.

25 avril 2022



La situation aux États-Unis en 2022

Ce texte a été récemment adopté par l'organisation trotskyste américaine The Spark.

LA GUERRE EN UKRAINE : PRÉPARÉE PAR LA POLITIQUE CRIMINELLE CONSTANTE DE L'IMPÉRIALISME AMÉRICAIN

On ne peut comprendre la guerre en Ukraine sans examiner la politique de l'impérialisme américain, qui a établi le cadre dans lequel elle est menée aujourd'hui.

Poutine est certainement un responsable criminel de la guerre en Ukraine, comme le dit Biden. Mais les États-Unis, sous chacun de leurs présidents, depuis Woodrow Wilson jusqu'à lui, ont mené une politique continue qui a créé la situation menant non seulement à cette guerre, mais aussi à un bon nombre des catastrophes, militaires et autres, qui ont frappé l'Ukraine, la Russie et d'autres parties de ce qui fut l'Union soviétique.

Dès les premières années qui ont suivi la révolution d'Octobre 1917, la politique des États-Unis, comme celle de tous les autres impérialismes, a reposé sur l'invasion militaire, l'isolement économique et l'encerclement diplomatique du jeune pouvoir ouvrier fondé sur les soviets. Les puissances impérialistes n'ont pas réussi à détruire l'Union soviétique, mais leur politique ainsi que l'échec

de la révolution dans des pays clés d'Europe se sont combinés pour amener la bureaucratie au pouvoir, ce que la population soviétique a payé très cher.

Au cours des 105 années qui se sont écoulées depuis Octobre, la politique américaine a varié, les États-Unis formant parfois une alliance provisoire avec cette bureaucratie, par exemple pendant la Deuxième Guerre mondiale et ses suites immédiates, ou en Syrie en 2015. Mais, même quand ils travaillaient en alliance avec la bureaucratie avec laquelle ils partageaient temporairement un intérêt commun, les États-Unis n'ont jamais cessé de chercher des moyens d'affaiblir l'Union soviétique. Celle-ci n'était plus le phare de la révolution de la classe ouvrière. Mais elle restait une épine dans le pied des impérialistes. Son économie planifiée et centralisée a été capable de ce que le capitalisme ne put réaliser dans aucun autre pays dans les années qui suivirent l'effondrement de 1929 : elle s'est industrialisée et, dans une certaine mesure, a développé au moins une partie de ce vaste territoire. Cela permit à l'Union soviétique de poursuivre une existence quelque peu indépendante, existence qui a représenté un encouragement aux révoltes nationales qui se sont répandues dans le monde à

la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Avec la guerre froide, les États-Unis sont revenus à une politique visant ouvertement à « contenir » l'Union soviétique. L'Otan fut créée en 1949 par un accord entre dix pays européens plus les États-Unis et le Canada. Le but de cette alliance militaire était assurément d'affirmer l'hégémonie des États-Unis sur le monde, mais sa création a également servi à rompre définitivement l'alliance des États-Unis et de la Grande-Bretagne avec l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale.

L'Otan, dirigée par les États-Unis, a positionné des troupes près des frontières soviétiques. Les États-Unis ont installé des batteries de missiles à portée de tir de l'Union soviétique. Des flottes américaines et britanniques ont patrouillé les océans auxquels l'Union soviétique avait accès.

L'Union soviétique, déformée par la bureaucratie, a néanmoins survécu à la Deuxième Guerre mondiale, traversé la guerre froide et perduré pendant près de quatre décennies supplémentaires.

Mais, en 1991, la bureaucratie elle-même a fini par arracher les derniers liens unissant les différentes républiques qui, pendant près de trois quarts de

siècle, avaient constitué l'Union soviétique. Leurs économies se sont effondrées.

L'analyse de la dégénérescence bureaucratique de l'Union soviétique, que Trotsky fit et affina dans les années 1920 et 1930, a conservé sa validité à travers toutes ces décennies. L'existence de cette bureaucratie – qui n'était pas une classe sociale distincte, mais un parasite se nourrissant de la propriété d'État – était une situation intrinsèquement instable, qui ne pouvait être résolue que par la reprise du pouvoir par la classe ouvrière dans son État, ou par la réintégration de l'Union soviétique dans le système capitaliste. Il n'y avait pas de nouvelle classe qui attendait dans les coulisses, prête à entrer sur la scène de l'histoire. Le fait que la dégénérescence ait continué plusieurs décennies plus longtemps que Trotsky ne l'avait imaginé ne change rien à la validité de son analyse. Cela témoigne plutôt de la décadence du système capitaliste lui-même, incapable jusqu'à présent de réintégrer pleinement la totalité de l'ancienne Union soviétique. C'est cette analyse qui nous permet de nous orienter dans l'interminable bras de fer entre la bureaucratie, représentée par Poutine, et les États-Unis, à la tête du monde impérialiste, un bras de fer qui entraîne d'autres pays, comme aujourd'hui l'Ukraine.

Au cours des trente ans qui ont suivi 1991, les États-Unis et leurs alliés européens se sont efforcés de démanteler l'ancienne Union soviétique. De nombreux pays d'Europe de l'Est situés dans la sphère d'influence de l'Union soviétique ont été intégrés à l'Union européenne, fournissant aux pays dominants de l'UE un réservoir de main-d'œuvre faiblement rémunérée. Les puissances impérialistes ont cherché à mettre la main sur les bénéfices qu'elles pouvaient tirer du pétrole et du gaz naturel russes, des réserves russes

de matières premières, comme le nickel et le palladium, ainsi que du blé et des autres céréales cultivés en Ukraine et en Russie. L'Otan a organisé la menace militaire sous laquelle tout cela s'est déroulé. L'Otan a ensuite intégré la quasi-totalité des États d'Europe de l'Est qui constituaient autrefois un tampon entre l'Union soviétique et l'Europe occidentale, où les États-Unis avaient établi des dizaines de bases militaires. Enfin, l'Otan a englouti les républiques baltes, qui faisaient autrefois partie de l'Union soviétique et, pendant la guerre américaine en Afghanistan (2001-2021), l'armée américaine a établi des bases dans la partie asiatique de l'ancienne Union soviétique.

Représentez ces épisodes sur une carte, ajoutez les dates auxquelles divers pays et anciennes républiques entourant la Russie ont été associés ou intégrés à l'Otan en tant que membres, et vous obtiendrez une histoire visuelle du cordon sanitaire de plus en plus serré qui a été construit autour de la Russie, reliquat de l'effondrement de l'Union soviétique.

Pendant un certain nombre d'années, la Russie a accepté ce processus, et en a même ouvertement négocié certains tournants. Poutine, qui s'est hissé à la tête de la bureaucratie, a tendu des branches d'olivier et demandé l'intégration de la Russie dans l'Otan. Ses offres ont été accueillies par le déploiement de troupes supplémentaires de l'Otan et par une intensification des jeux de guerre menés aux frontières de la Russie. L'Otan a toutefois commencé à laisser entendre que la Géorgie et l'Ukraine pourraient, un jour, se voir acceptées comme possibles membres de l'Otan.

Comme un chien isolé, acculé par la meute de chiens enragés de l'Otan, la Russie a finalement bougé, en utilisant les seuls moyens que la bureaucratie connaissait : les moyens

militaires. En 2008, par une démonstration de force armée, elle a arraché l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie à la Géorgie ; en 2014, elle s'est installée en Crimée, dont la population était majoritairement russe, l'arrachant ainsi à l'Ukraine. Et elle a soutenu les séparatistes russophones qui ont tenté de se séparer de l'Ukraine, emportant avec eux la partie la plus industrialisée du pays. Ces actions étaient des aventures purement militaires, visant à renforcer la Russie contre l'empiétement de l'Otan. Et elles ont été menées contre les intérêts des classes ouvrières de toutes ces nations.

Lorsque Poutine a envoyé des troupes russes en Ukraine en 2022, il a peut-être cru que cette incursion serait une répétition de ce qui s'était passé en 2008-2014. Mais l'armée ukrainienne avait été reconstruite et entraînée par l'armée américaine, qui a apporté avec elle du matériel provenant des arsenaux de l'Otan.

La finalité de cette guerre pour les États-Unis n'est pas claire. Le discours de Biden, avec sa menace d'une autre « guerre sans fin », dans laquelle la Russie serait prise, n'était peut-être qu'une tactique de négociation, ou bien il visait à affirmer les intentions des États-Unis. Quel que soit le résultat final du présent épisode de cette longue guerre, tous les acteurs, les États-Unis en premier lieu, ont utilisé la population de ces deux nations, la Russie et l'Ukraine, comme des pions dans une partie d'échecs mortelle.

Il ne s'agit pas de narrer l'histoire en quelques mots – elle est racontée de manière beaucoup plus précise et complète dans diverses publications de l'UCI (notamment les deux articles de *Lutte de classe*, n° 223, avril 2022). Mais tracer ce schéma est une façon de dire que nous fondons notre compréhension de la guerre actuelle sur l'examen du cadre dans



Des marines américains patrouillent à Falloujah, en Irak, lors de l'opération Al Fajr, le 15 novembre 2004.

lequel la politique américaine l'a circonscrite. Combinée avec l'analyse de Trotsky sur l'Union soviétique et sa dégénérescence, cette histoire de l'activité américaine nous donne les moyens de nous orienter dans une situation sur laquelle une grande partie de l'extrême gauche, y compris le Socialist Workers Party, a trébuché. La gauche américaine – la partie qui existe encore – s'est surtout précipitée pour s'aligner sur l'appel à « se tenir aux côtés de l'Ukraine ». Cela révèle une fois de plus que ces organisations ne partent pas de la perspective de la classe ouvrière et de ses intérêts de classe.

Nous compatissons avec le peuple ukrainien, en particulier avec ses travailleurs, mais pas avec le régime ukrainien, réactionnaire comme il l'a toujours été et oppresseur de la classe ouvrière, ni avec les États-Unis qui soutiennent l'Ukraine aujourd'hui. « Se tenir aux côtés de l'Ukraine », comme Biden voudrait que nous le fassions, signifie appeler à une plus grande implication des États-Unis dans cette guerre déjà meurtrière. Agiter un drapeau bleu et jaune,

c'est se faire le complice des politiques de l'impérialisme américain.

Le pays dans la politique duquel nous sommes pris est la principale puissance impérialiste du monde; celui qui a plongé le monde dans plus de guerres que tout autre, directement et indirectement; celui qui dépense plus d'argent pour l'armée que les douze autres plus gros budgets militaires réunis; celui qui a envoyé plus de missiles et de bombes sur Bagdad le premier jour de sa guerre de 2003 contre l'Irak que la Russie n'en a expédié au cours des quatre premières semaines de sa guerre actuelle contre l'Ukraine; celui qui a directement organisé la destruction complète de Falloujah, en utilisant les armements les plus horribles, y compris des missiles « intelligents » modernisés remplis d'un napalm plus efficace. Les États-Unis sont responsables des ravages subis par Hiroshima et Nagasaki. Ils sont le seul pays à avoir utilisé de telles armes; le seul à avoir mené à une telle échelle des attaques dont le but ne pouvait être que de terrifier une population civile, comme

l'ont été les bombardements américains de Dresde et de certaines villes italiennes.

Notre devoir est de révéler et de combattre les machinations de l'impérialisme américain, qui continue à s'imposer brutalement aux peuples du monde, dans la guerre actuelle et dans celles qui ne manqueront pas de se produire. Notre objectif doit être de donner aux travailleurs de notre milieu, et à ceux que nous touchons par nos activités, des armes idéologiques et historiques avec lesquelles ils puissent s'orienter dans ce qui ne peut être qu'une évolution constante vers une guerre plus large. Cette guerre est rendue inévitable par le fonctionnement du capitalisme lui-même.

Les travailleurs de ce pays font partie de la même classe ouvrière que les travailleurs de Russie et d'Ukraine. C'est cette classe ouvrière, notre classe, qui a la possibilité de renverser le pouvoir des capitalistes et de se débarrasser de cette abomination persistante qu'est la bureaucratie qui a détruit l'Union soviétique. C'est notre classe à l'échelle du monde qui pourra créer la possibilité pour les êtres

humains de réaliser un développement social qui servira finalement toute l'humanité.

**LE COVID-19
ET LA SITUATION
DE LA CLASSE OUVRIÈRE**

Près d'un million de personnes sont mortes du Covid aux États-Unis, ce qui se traduit, officiellement, par le pire taux par habitant parmi les pays développés. De nombreuses autres personnes souffrent encore de ses effets à long terme. L'espérance de vie aux États-Unis a diminué de près de deux ans en 2020 et a continué à baisser en 2021, contrairement à l'Europe, où le déclin de l'espérance de vie causé par le Covid, beaucoup plus faible la première année, a été inversé. Tout cela montre la faiblesse de l'effort américain. Aussi minuscules que nous soyons, aussi peu influents que nous soyons sur la population, nous avons vu la mort et les maladies graves traverser notre milieu au cours des deux dernières années.

La même logique de ce système basé sur le profit sévit partout. Il semble évident que, dans les pays sous-développés, ses conséquences seraient proches d'une catastrophe. Mais ce qui est frappant, c'est de voir que les États-Unis, l'incarnation même du développement capitaliste, s'en sortent si mal par rapport à presque tous les autres pays développés.

Cela reflète tout d'abord le fait que le système médical américain est presque entièrement géré sur une base lucrative et, au-delà, que si peu de services nécessaires à la population sont, d'une quelconque manière, socialisés.

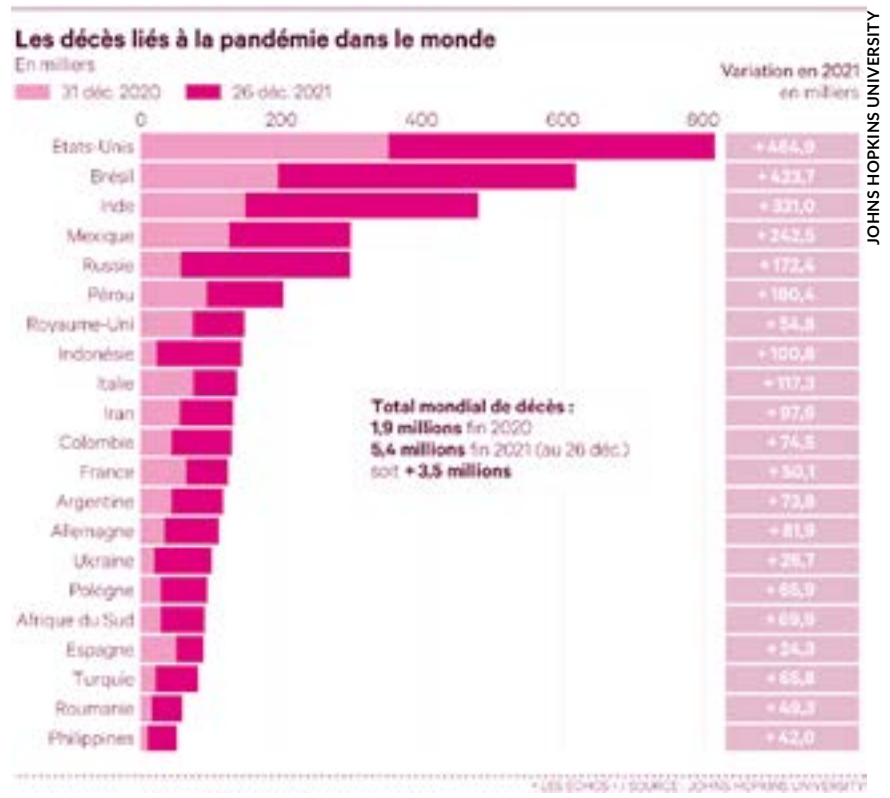
Un système de santé publique de base, confronté à une maladie contagieuse comme le Covid, aurait consisté dans l'organisation des tests, du traçage, de la collecte des données, de leur

analyse en temps réel, et des moyens d'atteindre directement la population. Quelques mois avant l'apparition du Covid, le système américain avait été salué au niveau international, désigné par les Nations unies comme le premier système de santé publique au monde. Néanmoins, la principale mesure prise par la santé publique américaine, sous l'administration de Trump et de Biden, a été de rejeter la responsabilité de vaincre le virus sur la population, c'est-à-dire sur chaque individu. Même la vaccination dépendait de demandes individuelles, et non d'une mobilisation sociale. Les États-Unis, qui avaient accaparé le marché des vaccins, n'étaient pas en mesure de fournir ces vaccins au même rythme que les autres pays.

Le virus était bien réel. Mais les conséquences des mesures, reposant sur tout un chacun, prises pour bloquer la propagation du virus l'étaient tout autant. Toute une partie de la population âgée a été coupée pendant près de deux ans de la plupart des contacts humains, ce qui a contribué, dans de nom-

breux cas, à un vieillissement rapide. Une grande partie des enfants scolarisés dans des établissements populaires, notamment dans les zones les plus pauvres, ont été condamnés à un apprentissage à distance, en l'absence de toute organisation technique qui aurait pu en poser les bases. Les résultats de ces deux années de scolarité perdues sont payés en ce moment même par les enfants concernés. La garde des enfants a été abandonnée aux foyers, c'est-à-dire essentiellement aux femmes, dont beaucoup ont ainsi été écartées de la vie active.

En effet une grande partie de la population ouvrière a été confinée à domicile, même les travailleurs dits essentiels ; les couches plus privilégiées pouvaient, elles, s'échapper dans leurs résidences secondaires, loin à la campagne. Les conséquences de cet enfermement imposé, sans aucune perspective de sortie, n'auraient pas surpris quelqu'un qui a observé la façon dont le désordre social se développe dans les prisons. Dans une société où les femmes sont de toute façon maltraitées,



l'enfermement dans les foyers a entraîné une augmentation de la violence domestique. Les meurtres intrafamiliaux ont augmenté. La violence contre les enfants a augmenté. La consommation d'alcool a augmenté. La consommation de drogues aussi, et avec elle, les décès par overdose.

Les êtres humains ont besoin de contacts humains permanents, de contacts multiples. Les masques, dont le port a fait l'objet de nombreuses protestations, étaient pour une partie importante de la population à la fois un symbole de ce contact perdu et un véritable obstacle physique à la communication, que ce soit en raison de problèmes d'audition chez les personnes âgées, de problèmes de langue pour une grande partie des populations immigrées et natives, ou de la dégradation pelucheuse des masques, que les gens portaient des semaines durant, sans pouvoir s'en offrir de nouveaux – peu de gens ont reçu ne serait-ce qu'un masque gratuit.

L'impact du Covid est symptomatique de la réalité du capitalisme américain, qui a non seulement accaparé les vaccins, mais aussi la richesse du monde. Cette Amérique, ce sommet du capitalisme, affiche un taux de pauvreté supérieur à celui de presque tous les autres pays développés, et un taux de mortalité maternelle supérieur à celui d'un certain nombre de pays sous-développés. La richesse inégalée à une extrémité du spectre social américain reflète simplement l'exploitation féroce des travailleurs à l'autre extrémité, une exploitation qui prend la forme non seulement de ce qui se passe sur le lieu de travail, mais aussi de l'absence de ce qui est fourni plus ou moins socialement à la population dans d'autres pays, par exemple



VISITTHEUSA.COM

À Jackson, à l'ouest de Detroit, la plus ancienne prison du Michigan ouverte en 1842, fortifiée et agrandie dans les années 1930 pour 6 000 détenus, a été remplacée dans les années 2000.

les transports en commun ou même les vacances. En 2020, un peu plus de 35 % de toutes les personnes appartenant à des familles travailleuses vivent dans la pauvreté, ou à la limite, selon le misérable seuil de pauvreté gouvernemental (voir le rapport d'Oxfam). Le problème n'est pas du tout le même pour les sociétés du S & P 500¹. Leur taux de profit global a atteint un record historique en 2021, malgré la poursuite de la pandémie. En fait, leurs énormes profits expliquent en partie cette inflation accrue.

Pour défendre sa classe capitaliste obscènement riche, et maintenir son ordre dans une société construite sur une dure exploitation, le gouvernement américain a recours à un système florissant de prisons et de policiers qui ont un permis de tuer. Un chiffre illustre à quel point les États-Unis dépassent tous les autres pays dans le domaine carcéral: le seul État du Michigan, avec ses 10 millions d'habitants, a incarcéré en 2019 plus de personnes que le Canada, la France et l'Italie réunis, avec leur population totale de 164 millions d'habitants. Les États-Unis comptent plus de personnes condamnées à mort que tous les autres pays dévelop-

pés réunis. Ses forces de police, équipées de matériel et d'armement militaires de pointe, tuent des gens à un rythme que même les politiciens bourgeois qualifient d'alarmant. Ces victimes d'agressions policières sont majoritairement jeunes, mais pas seulement; majoritairement masculines, mais pas seulement; et, proportionnellement, elles sont plus nombreuses à être noires, mais pas toutes. La seule chose que toutes ces victimes de violences policières ont en commun est qu'elles sont presque toutes issues de familles situées dans les rangs inférieurs de l'échelle des revenus. En d'autres termes, il existe un niveau de violence policière qui touche toutes les nuances de l'éventail de la population active.

Enfin, à mesure que la pression visant à supprimer l'accès à l'avortement gagne du terrain, nous entendons sans aucun doute parler d'un record du nombre de femmes qui meurent à la suite de tentatives ratées d'auto-avortement ou d'avortements tentés dans des établissements illicites mal équipés. Cette volonté de criminaliser l'avortement, et dans certains cas de criminaliser les femmes qui se font avorter, est en soi

1 Indice boursier similaire au CAC 40 français, mais d'assiette plus large: basé sur 500 grandes sociétés américaines cotées en Bourse, il couvre 80 % de la capitalisation boursière des États-Unis (cette note, et celles qui suivent, sont de la rédaction de *Lutte de classe*).

un moyen d'oppression. Les femmes de la classe ouvrière, doublement opprimées et doublement exploitées, sont repoussées deux siècles en arrière.

TANGO ENTRE DEUX PARTIS BOURGEOIS

Il semble que Biden ait perdu une partie notable du soutien qu'il avait lors de l'élection. Les démocrates se consolent peut-être en constatant que Trump n'a jamais dépassé les 40 % dans les sondages. Mais les mêmes sondages montrent également que Biden, moins d'un an après son élection, est descendu à moins de 30 %, pire que ce que Trump a jamais obtenu dans ses plus mauvais jours.

Dans l'état actuel des choses, il se pourrait que les démocrates, qui ne contrôlent le Sénat que grâce au vote décisif de la vice-présidente Harris, et qui contrôlent de justesse la Chambre des représentants, ne contrôlent aucun des deux à l'issue des élections de novembre 2022. Biden n'a pas à se représenter avant 2024, mais même cela ne semble pas prometteur.

La guerre peut changer tout cela, mais ce n'est pas évident pour l'instant. Quoi qu'il en soit, en l'état actuel des choses, il semblerait que nous suivions le schéma bien connu où un parti remporte la majorité lors d'une élection, pour commencer à en perdre une partie presque aussitôt après son accession au pouvoir. Ce qui est vraiment traditionnel avec les démocrates c'est que, même au cours de leur première année, ils n'ont pas été capables de maintenir la discipline de vote parmi leurs membres.

Biden avait joué son élection sur le fait d'être le candidat « non-Trump » en plein milieu

d'une pandémie liée aux attitudes socialement irresponsables de Trump. Et ses chiffres dans les sondages au cours des premières semaines de sa présidence reflétaient les espoirs fugaces qu'il mènerait la lutte pour éliminer le Covid. Mais les semaines ont passé, un nouveau pic est arrivé, et encore un autre pic. Et la campagne de vaccination de la population s'est heurtée à des vents contraires. Biden a réagi en blâmant la partie non vaccinée de la population, et il l'a dit ouvertement : « *Nous avons un problème, et vous en êtes la cause.* »

Dans une société qui n'était pas organisée pour fournir le vaccin à des personnes qui devaient travailler pour vivre, le reproche de Biden a fait vibrer une corde sensible.

Enfin, l'appel de Biden à l'obligation vaccinale sur le lieu de travail, lié à la menace de perte d'emploi, a ajouté à la frustration populaire, non seulement parmi les électeurs de Trump, mais aussi parmi certains des siens. Peut-être le plus marquant dans tout cela, c'était le nombre de personnes qui avaient été vaccinées une première fois, voire deux, mais qui n'avaient pas tenu compte de l'invitation à un rappel.

Piqués par la campagne électorale de 2020, qui a fait porter la responsabilité du virus sur la tête de Trump, les républicains ont pris position en se concentrant sur les difficultés créées pour la population par les différentes mesures de santé publique, et ils s'en sont servis pour lancer un appel à la démocratie.

Le Covid est devenu la base d'une guerre politique entre les deux partis, les démocrates prétendant défendre la science et la santé publique, et les républicains la liberté individuelle et les droits démocratiques –

affirmation intéressée et aussi extravagante que l'autre, toutes deux étant des subterfuges électoraux.

Au pic de ce qui était vraiment une grave épidémie, personne n'avait les moyens de s'adresser à la population pour dénoncer la bourgeoisie et son État, qui avaient dépouillé le système de santé publique, ne laissant à la population que des restrictions comme moyen pour combattre le virus. Aucune organisation ayant du poids dans la classe ouvrière ne s'est adressée à la population laborieuse pour expliquer la valeur de la vaccination – tout en reconnaissant que les gens n'avaient pas tort de s'inquiéter d'un vaccin développé par les compagnies pharmaceutiques – et dire qu'ils avaient des raisons valables de se sentir traités comme des cobayes.

Nous avons dit tout cela dans notre propagande, dans nos bulletins, notre journal, et dans les discours de nos candidats, qui ont continué à s'exprimer après l'élection de 2020. Mais, sur ce vaste continent-océan, nous ne pesons guère plus qu'une goutte d'eau.

Le pire dans tout cela, c'est que la colère ressentie par la population face à leur situation ne trouve aucune expression, si ce n'est dans des querelles. Dans ce cas, les démocrates, et derrière eux une grande partie de la gauche qui suit le même axe qu'eux, cèdent un boulevard aux républicains ou à des organisations plus à droite.

LE GRAND CAPITAL ET L'EXTRÊME DROITE

Globalement, l'humeur politique aux États-Unis semble aujourd'hui plus favorable à la droite.

Quoi que le 6 janvier² ait révélé au grand jour, l'extrême

2 L'assaut le 6 janvier 2021, par une foule d'émeutiers réactionnaires et à l'instigation de Donald Trump, du Capitole, siège du pouvoir législatif des États-Unis, avait pour but d'empêcher que le Congrès alors réuni valide la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle.

droite qui existe aux États-Unis est encore quelque peu marginale. Mais il existe un milieu beaucoup plus large, assez cohérent, excessivement réactionnaire, et son influence pèse sur différentes couches de la population laborieuse.

Bon nombre des groupes et des forces qui se sont opposés aux vaccins, aux masques et aux autres mesures de santé publique avaient déjà fait pression sur toute une série d'autres questions. Ils veulent privatiser les écoles publiques. Ils font pression pour que les assemblées des États adoptent des mesures anti-avortement. Ils s'opposent à l'immigration. Ils soutiennent le droit des individus à porter des armes. Ils s'opposent aux mesures environnementales, notamment aux restrictions sur l'exploration pétrolière et l'exploitation du charbon. Ils soutiennent la police qui tire sur les civils. Ils s'attaquent aux livres scolaires, cherchant à les censurer.

En l'absence de toute perspective qui incarne les intérêts de la classe ouvrière, nombre de ces causes bénéficient du soutien de certaines parties de la population ouvrière, sans doute davantage parmi les travailleurs blancs, mais pas seulement. Ces objectifs réactionnaires n'ont pas surgi tout faits de l'esprit de la population. Pendant longtemps, certains d'entre eux ont été propulsés par les Églises fondamentalistes. Mais, de plus en plus, ces causes ont été financées par le grand capital.

Pendant très longtemps, l'argent a afflué des grandes entreprises vers des fondations qui ont financé des actions juridiques visant à bloquer les campagnes de syndicalisation, ou à financer une propagande



Des Oath Keepers prenant la pose.

destinée à ternir la réputation des syndicats, et qui ont cherché à limiter les réglementations concernant notamment la sécurité sur le lieu de travail.

Mais, aujourd'hui, les fondations financées par les entreprises ont pénétré l'ensemble du spectre politique. Non seulement elles sont derrière les campagnes destinées à privatiser les écoles publiques et à rendre l'avortement illégal, mais elles sont aussi à l'origine de la législation visant à réduire le droit des agences de santé publiques à intervenir en cas d'urgence sanitaire, comme pour le Covid, ainsi que de la privatisation de la poste. Elles ont payé les frais de justice pour défendre un milicien tueur comme Kyle Rittenhouse, ou pour fournir des avocats grassement payés à plusieurs policiers accusés de meurtres de civils³.

Une grande partie de l'argent de la campagne *Stop the Steal*⁴ de Trump, après l'élection de 2020, provenait de quelques-unes de ces mêmes fondations, qui ont également versé de l'argent à des organisations qui ont participé à la conduite de l'attaque du 6 janvier, comme les Oath Keepers (gardiens du

serment) ou les Proud Boys (fiers gars), ou les milices qui ont comploté pour kidnapper la gouverneure démocrate du Michigan.

Certes, toute la bourgeoisie n'est pas derrière ces actions, et absolument pas ses principales composantes. Mais les multimilliardaires qui sont derrière ces initiatives ne sont pas non plus quantité négligeable. Pour ne citer qu'un exemple : l'Institut Charles-Koch a versé de l'argent, à un moment ou à un autre, pour la plupart de ces causes de droite. Ses fonds proviennent des bénéfices réalisés par Koch Industries, dont les usines produisent entre autres des gobelets en papier, des produits chimiques, du kérosène, des engrais, des appareils électroniques et du papier toilette. L'argent destiné aux causes d'extrême droite provient également d'autres fondations, créées par Robert Mercer, le fondateur d'un fonds spéculatif ; ou par le PDG d'une entreprise sidérurgique ; ou par la famille Walton, qui tire son argent des supermarchés Walmart ; ou par Harry Bradley, un fabricant de produits électroniques ; ou par la famille Uline, dont l'argent provient du transport maritime ;

3 Kyle Rittenhouse, jeune milicien blanc, a abattu deux hommes et en a blessé un autre lors d'émeutes antiracistes, le 25 août 2020, à Kenosha dans le Wisconsin. Devenu un héros de la droite et de l'extrême droite, il a été acquitté en novembre 2022.

4 « Arrêtez le vol » – de bulletins de vote s'entend – est le mot d'ordre d'une campagne qui présentait, théories complotistes à l'appui, la victoire de Joe Biden à l'élection présidentielle comme le résultat d'une fraude électorale.

ou par la famille DeVos, qui tire son argent d'Amway. Presque toutes les compagnies pétrolières et AT & T ont donné leur argent directement, sans même s'embarrasser de la formalité de créer une fondation par laquelle l'argent pourrait être acheminé. Et il y en a d'autres. Mais ce qu'il faut retenir, c'est que certaines personnes très riches ont poussé à cette évolution réactionnaire.

Les États-Unis ont toujours compté des forces comme celles qui ont mené l'invasion du Capitole, le 6 janvier. Le Klan, les milices et autres forces de type militaire et les suprémacistes blancs ont toujours été là, plus ou moins visibles, plus ou moins violents. Ils n'ont jamais disparu. Si la bourgeoisie ne fait pas davantage appel à eux, c'est parce qu'elle n'en voit pas la nécessité, pour l'instant. Si elle les tient en échec, comme elle l'a fait avec certains des participants les plus en vue au 6 janvier, c'est parce qu'elle n'a pas encore décidé de les lancer dans l'action. Mais, quand elle le décidera, des forces comme celles-ci seront prêtes à agir.

Mais, plus important que ces groupements marginaux, il y a ce milieu réactionnaire beaucoup plus large qui, après tout, est ce qui a donné aux Proud Boys et autres la force dont ils avaient besoin pour envahir la capitale.

Le danger sous-jacent et fondamental est le fait qu'il n'y a pas dans la classe ouvrière d'organisation politique basée sur les intérêts et les capacités de celle-ci ; rien qui ait un quelconque poids et qui offre aux travailleurs une perspective en accord avec leurs propres intérêts de classe. Sans une telle organisation, l'argent des entreprises sera libre d'alimenter leur vision réactionnaire du monde.

QUELLE PERSPECTIVE AUJOURD'HUI POUR QUE LA CLASSE OUVRIÈRE SOIT ENTENDUE ?

Certes, la situation politique n'est pas aujourd'hui totalement dominée par la droite. Même si le vaste mouvement d'envergure nationale qui a déferlé en 2020 après l'assassinat de George Floyd a reflué aujourd'hui, son expérience perdue dans une partie importante de la population. De plus, ils existent encore, tous ceux qui ont toujours été actifs localement, organisant la résistance et les manifestations qui permettent à la population de s'exprimer, comme les manifestations régulières pendant un an, dans les petites villes rurales de Géorgie, qui ont conduit au procès et à la condamnation des trois racistes qui ont assassiné Ahmaud Arbery.

Il y a également eu quelques grèves, pas encore très nombreuses, mais d'un genre propre à montrer la détermination des travailleurs à ne pas se laisser faire face à l'intransigeance des entreprises. En 2020, au pire moment des fermetures dues au Covid, il n'y a pratiquement

pas eu de grandes grèves. Mais, à l'automne dernier, il semblait que les grèves chez Kellogg's, Frito Lay et John Deere – parmi les entreprises considérées par le ministère du Travail comme des « grandes entreprises », c'est-à-dire employant 1 000 travailleurs ou plus – semblaient suivre les traces des grévistes de General Motors en 2019. Il y eut beaucoup plus de grèves dans de petites entreprises, souvent parmi les travailleurs des services. Mais tout cela réuni ne correspond en rien au niveau d'activité des années beaucoup plus anciennes.

Pourtant, si la mobilisation des camionneurs⁵ montre quelque chose – outre le fait que la droite a trouvé le moyen de toucher les travailleurs, en leur donnant des objectifs qui contredisent leurs propres intérêts –, c'est qu'il existe un énorme ressentiment, qui ne demande qu'à s'exprimer.

Cette montée en pression dans la classe ouvrière, même si ce n'est qu'un début, peut apporter une réponse non seulement aux problèmes immédiats d'emploi et de salaire, mais aussi aux dangers soulevés par une



Manifestation après la mort d'Ahmaud Arbery, pourchassé et tué le 23 février 2020 à Brunswick en Géorgie

5 Le Convoi de la liberté (Freedom Convoy 2022), mouvement de camionneurs démarré mi-janvier 2022 au Canada, qui a ensuite bloqué un pont frontalier important, pour s'opposer à l'extension de l'obligation vaccinale aux chauffeurs routiers qui pénètrent au Canada.



Les travailleurs de Kellogg's protestent contre le système de salaires et d'avantages sociaux à deux niveaux de la direction. Ici à Memphis, le 8 octobre 2021.

extrême droite organisée qui diviserait la classe ouvrière. Et, comme l'a montré le vaste sursaut de 2020 au beau milieu du confinement lié au Covid, les étapes peuvent être franchies plus vite que nous ne pouvons l'imaginer.

En tout cas, c'est sur cela que nous comptons. Cette année, alors que nous prévoyons d'essayer de mener des campagnes électorales dans trois États sous le même nom, Working Class Party (Parti de la classe ouvrière), notre objectif est de permettre aux travailleurs d'exprimer, par leur vote, leur accord avec l'idée qu'ils en ont assez d'être attelés derrière l'un ou l'autre des deux grands partis, dont aucun ne les représente; qu'ils veulent leur propre parti politique et qu'ils veulent une

politique qui reflète leurs intérêts de classe, une politique qui s'attaque aux problèmes de l'emploi, des salaires et de l'organisation du travail; qu'ils veulent prendre le contrôle de la situation dans laquelle ils se trouvent; et qu'ils veulent une société qui représente leurs besoins et leurs préoccupations, qui ne peut être que celle qu'ils construisent.



C'était l'axe de nos campagnes des années précédentes. Mais nous devons prendre note du changement de situation aujourd'hui, alors que la bourgeoisie se dirige de manière plus évidente et accélérée vers une guerre généralisée, et que nous pouvons voir, au travers de l'Ukraine, combien la bourgeoisie travaille à diviser la classe ouvrière. La guerre n'est pas nouvelle, pas plus que le fait de diviser la classe ouvrière. Mais ces choses sont plus immédiates aujourd'hui. Notre campagne devra y prêter attention. Nous devons approfondir l'idée que, dans la guerre, il y a un problème spécifique concernant la classe ouvrière, au-delà de l'évidence que des travailleurs sont tués dans la guerre.

29 mars 2022

Les autres publications de Lutte ouvrière

L'hebdomadaire

lutte ouvrière

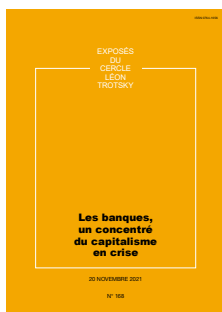


Notre hebdomadaire défend un point de vue de classe sur toute l'actualité politique, économique, sociale, nationale et internationale. Nous y publions les articles de nos correspondants d'entreprise sur les luttes, les grèves et l'actualité sociale en général. Prix : 1,50 €.

Éditoriaux, brèves, agendas, actualités en régions, vidéos, communiqués...
Retrouvez toute l'actualité de Lutte ouvrière sur notre portail : www.lutte-ouvriere.org

Les exposés du

Cercle Léon Trotsky



Lutte ouvrière organise régulièrement à Paris des réunions du Cercle Léon Trotsky, au cours desquelles sont exposées ses positions sur de nombreuses questions politiques du passé et du présent. Ces exposés sont édités sous forme de brochures, dont la liste complète est disponible sur le site de Lutte ouvrière à l'adresse : www.lutte-ouvriere.org/publications/CLT. Prix : 2 €.

Les dernières conférences :

Les banques, un concentré du capitalisme en crise
(n° 168, 20 novembre 2021)

L'État moderne, de l'époque féodale à nos jours
Un appareil d'oppression au service des classes dominantes, que les travailleurs devront renverser
(n° 167, 31 mai 2021)

150 ans après, l'actualité de la Commune de Paris de 1871
(n° 166, 20 mars 2021)

Italie, septembre 1920 : l'occupation des usines
(n° 165, L'Internationale, septembre 2020)

Le jeune Parti communiste : du combat pour créer un parti révolutionnaire au stalinisme
(n° 164, 22 janvier 2021)

Toutes les brochures sont à commander sur la page : www.lutte-ouvriere.org/publications/commander



Les éditions Les Bons caractères publient des romans historiques et sociaux, des témoignages et des ouvrages théoriques qui contribuent à la défense des idées progressistes, laïques, sociales, antiracistes et anti-xénophobes.

Catalogue et commandes sur le site lesbonscaracteres.com.

À paraître

August Bebel

Souvenirs de ma vie

Prix de souscription (jusqu'au 23 mai) : 18€



Désiré Nogrette

Vivre heureux en luttant

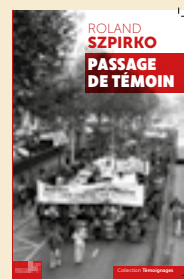
Prix de souscription (jusqu'au 23 mai) : 8€



Roland Szpirko

Passage de témoin

Prix de souscription (jusqu'au 23 mai) : 11€



Paul Palacio

Souvenirs d'un militant révolutionnaire à Renault-Billancourt

Prix de souscription (jusqu'au 23 mai) : 6€



Rémi Fossadier
Eugène Katzipa
Clara Perrin
Étienne Udon

La santé et la révolution en Russie soviétique 1917-1924

Collection Éclairage : 8,20€



Lisez la presse révolutionnaire internationale!

AFRIQUE



Mensuel trotskyste publié par
l'Union africaine des travailleurs
communistes internationalistes
P.A.T. – BP 42 – 92114 CLICHY CEDEX
<http://www.uatci.org>

ALLEMAGNE



Das rote Tuch – Mensuel du
Bund Revolutionärer Arbeiter
Abonnement un an: Allemagne 11 €,
autres pays 15 €
Correspondance:
Das rote Tuch,
Postfach 10 08 02, 45008 ESSEN –
ALLEMAGNE
<http://www.bund-revolutionaerer-arbeiter.org>

BELGIQUE



Lutte ouvrière – Arbeitersstrijd
Correspondance:
BP 54, rue de la Clef
7000 MONS – BELGIQUE
<http://www.lutte-ouvriere.be> et
<http://www.arbeidersstrijd.be>

ESPAGNE



Correspondance:
boletinvozobrera@yahoo.es
APARTADO DE CORREOS – 10210 –
SEVILLA – ESPAGNE
<http://www.vozobrera.org>



ÉTATS-UNIS



Bimensuel trotskyste
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique
six mois: 13 \$ – un an: 26 \$
Autres pays, 6 mois: 19 \$ – un an: 37 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA
<http://www.the-spark.net>



Revue trimestrielle
publiée par The Spark
Abonnement par avion, sous pli fermé
USA, Canada, Mexique,
un an (4 numéros): 16 \$
Autres pays, un an (4 numéros): 25 \$
PO box 13064, BALTIMORE, MARYLAND
21203 – USA

FRANCE



Hebdomadaire trotskyste
Prix: 1,50 €
Abonnements: France – DOM TOM,
six mois: 25 €; un an: 50 €
Autres pays, par avion, sous pli fermé:
nous consulter
Versements à LUTTE OUVRIÈRE –
CCP PARIS 26 274 60 R
www.lutte-ouvriere-journal.org

GRANDE-BRETAGNE



Mensuel
Abonnement: écrire à la boîte postale
<http://www.w-fight.org>
contact e-mail: contact@w-fight.org



Trimestriel publié par Workers' Fight
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
Abonnement 1 an:
GB £8 – Reste de l'Europe: £10

GUADELOUPE - MARTINIQUE



Bimensuel trotskyste
Abonnement un an: Pli fermé: 30,50 € –
Pli ouvert: 23 €
Guadeloupe:
Combat ouvrier – Philippe Anaïs
1111 Rés. Matéliane, l'Aiguille –
97128 GOYAVE
Martinique:
Combat Ouvrier – Louis Maugée
BP 821 – 97258 FORT-DE-FRANCE
CEDEX
<http://www.combat-ouvrier.com>

HAÏTI



Mensuel révolutionnaire
internationaliste publié par
l'Organisation des travailleurs
révolutionnaires (UCI)
BP 2074 – PORT-AU-PRINCE – HAÏTI
e-mail: vdtravailleurs@yahoo.fr

ITALIE



Mensuel du Cercle ouvrier
communiste
via Ippolito Nievo 32-57100 LIVORNO –
ITALIE
Abonnement 1 an: 12 €
<http://www.linternazionale.it> – contact
e-mail: linternazionale@tin.it

TURQUIE



Sınıf Mücadelesi (Lutte de classe)
Mensuel trotskyste
Correspondance:
BM ICLC – LONDON WC1N 3XX –
GRANDE-BRETAGNE
<http://www.sinifmucadelesi.net>